

Ainhoa Ruiz, Bram Vranken
Francesco Vignarca, Jordi Calvo
Laëtitia Sédou, Wendela de Vries



UNE UNION MILITARISÉE

COMPRENDRE ET AFFRONTER LA
MILITARISATION DE L'UNION EUROPÉENNE



TABLE DE MATIÈRES

Préface	6
Introduction	8
1 Un bref historique de la militarisation de l'UE	12
2 Les prémisses de la militarisation de l'UE: le discours politique et l'hégémonie européenne	26
3 Structures, politiques et acteurs de la militarisation de l'UE	36
4 Le cadre de la militarisation: le discours économique et pourquoi il est erroné	58
5 Comment la militarisation de l'UE menace la paix et la sécurité des populations dans le monde	68
6 Les européens pour la paix: une autre forme de sécurité européenne est possible	78
Conclusion	90
Glossaire	92
Lectures complémentaires	96
Les auteurs	100
Notes finales	102

ROSA-LUXEMBURG- STIFTUNG

La Rosa-Luxemburg-Stiftung est une organisation de gauche à but non lucratif proche du parti allemand «Die Linke» (Parti de gauche) et dont le champ d'action est international. Créée en 1990, la fondation consacre son travail à l'analyse des évolutions et des processus sociaux et politiques à l'oeuvre dans le monde entier. Notre travail s'inscrit dans le contexte de la crise multiple et croissante du système politique et économique actuel. En coopération avec d'autres organisations progressistes de par le monde, notre action porte sur la participation démocratique et sociale, le renforcement des capacités des groupes défavorisés, et les alternatives pour le développement économique et social. Nos activités internationales ont pour but de favoriser l'éducation citoyenne à l'aide d'analyses universitaires, de programmes publics et de projets menés en collaboration avec nos institutions partenaires. Notre action a pour but de contribuer à un système mondial plus juste fondé sur la solidarité internationale.

www.rosalux.eu

ENAAT

Le Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT) est un réseau informel de mouvements de paix locaux collaborant dans le domaine de la recherche, du plaidoyer et de l'organisation de campagnes. Le réseau a été fondé aux Pays-Bas en 1984 lors d'une conférence internationale sur la production d'armes et les exportations militaires.

Bien que les gouvernements européens prétendent ne pas exporter d'armes vers les pays en guerre ou violant les droits humains, les armes européennes sont vendues dans le monde entier sans grandes restrictions. Le commerce des armes est une menace pour la paix, la sécurité et le développement, et l'industrie de l'armement contribue largement à l'augmentation des exportations et des dépenses militaires.

Les activités menées par les groupes et les individus affiliés à l'ENAAT sont variées: poursuites judiciaires à l'encontre de contrats d'exportation, plaidoyer en faveur de règles de contrôle des exportations plus strictes, manifestations lors d'assemblées d'actionnaires d'entreprises militaires, entre autres. Le responsable du programme ENAAT à Bruxelles suit l'évolution de la situation au niveau de l'UE, notamment l'affectation de fonds européens à la recherche industrielle en matière d'armement.

Le réseau a mené plusieurs campagnes communes, telles que Stop Arming Indonesia et une campagne contre l'utilisation des crédits à l'exportation pour les équipements militaires. Actuellement, l'ENAAT mène la campagne NoEUmoney4arms.

enaat.org

PRÉFACE

Comment l'Union européenne (UE) se prépare-t-elle aux défis qui l'attendent? Comment va-t-elle faire face aux crises climatique, économique et sociale auxquelles nous sommes confrontés? Quelles mesures prend-elle pour s'attaquer aux causes profondes de ces crises?

Les réponses à ces questions sont vitales tant pour les citoyens de l'UE que pour le reste du monde. Les priorités de l'UE et les mesures qui en découlent en matière de priorités politiques et de ressources humaines et financières sont d'une importance considérable. Il est inquiétant de constater que l'UE et ses États membres ont pris des mesures importantes ces dernières années pour détourner l'attention et les ressources des priorités civiles vers des priorités militaires. S'il y a quelques années seulement, les mises en garde contre un complexe militaro-industriel européen semblaient farfelues, elles deviennent aujourd'hui une réalité dont l'Union européenne est de plus en plus fière.

Bien que les idées concernant la militarisation de l'UE existent de longue date, elles ont pris une ampleur significative en 2016 avec le référendum sur le Brexit. En quelques années, les États membres et les institutions de l'UE – accompagnés par un lobbying intense des industries européennes de l'armement et de la sécurité – ont fait progresser la militarisation de l'UE à un rythme inquiétant. La mise en place de la coopération structurée permanente (CSP) et de l'examen annuel coordonné en matière de défense (CARD), ainsi que l'introduction du Fonds européen de la défense (FED), ont ouvert la voie à une réorientation de l'UE vers les priorités militaires – au détriment de la coopération des États membres sur les questions sociales et la paix.

Le développement de capacités militaires conjointes a été encouragé, et des engagements sont pris pour augmenter les dépenses militaires, sous prétexte que le projet européen est menacé et qu'une « Europe plus forte » est nécessaire sur la scène mondiale. Les appels à l'UE pour qu'elle fasse usage de son poids militaire dans le monde sont de plus en plus forts. Alors que la poursuite de l'intégration sociale et économique de l'UE est rejetée et/ou bloquée par les États membres, cette stratégie semble découler d'un désir de démontrer la capacité de l'UE à agir en temps de crise, à intégrer les acteurs populistes de droite et à forger un nouveau consensus pour l'Europe – une Europe qui « protège ».

Dans le même temps, des idées telles que l'« autonomie stratégique » ou les affirmations selon lesquelles la militarisation de l'UE permettra de réduire les coûts des achats militaires occultent le profond fossé qui sépare les États membres dans leurs objectifs militaro-stratégiques, économiques et géostratégiques. Compte tenu de la nature extrêmement délicate de la sécurité, de la défense et de la politique étrangère, il convient de mettre sérieusement en doute l'idée selon laquelle la création d'un complexe militaro-industriel européen renforcera les liens entre les États membres et favorisera le consensus. Ce qui est certain, c'est que les industries européennes de l'armement et de la sécurité profitent et profiteront directement de l'argent des contribuables européens et des engagements pris à l'échelle européenne d'augmenter les dépenses militaires.

Cependant, le changement de discours, de structure et de financement pour donner la priorité à la militarisation ne garantira pas la paix et ne s'attaquera pas aux causes structurelles des conflits qui ont été, et continueront d'être, alimentés notamment par l'économie d'exploitation d'une UE néolibérale. Malgré cette évolution alarmante, la militarisation de l'UE et ses possibles implications à long terme pour le bloc ne sont pas bien connues de la gauche ou du spectre progressiste en Europe. Les documents d'éducation politique qui donnent un aperçu complet mais concis des éléments de base de la militarisation de l'UE sont rares. Cette brochure vise à combler cette lacune et à fournir une introduction à ce sujet complexe. Nous espérons qu'elle constituera une ressource utile pour les personnes actives dans les mouvements pacifistes, les lecteurs plus jeunes à la recherche d'une approche critique et constructive de l'UE, et tous les individus qui luttent pour une Europe plus pacifiste, plus sociale et plus juste en matière de climat.

Cette brochure a été rendue possible grâce aux membres du Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT) et s'appuie sur leur expertise, leur expérience et leur engagement. Nous leur adressons nos plus vifs remerciements, non seulement pour leur travail acharné dans la réalisation de cette publication, mais aussi et surtout pour les combats qu'ils mènent jour après jour sur cette question.

Axel Ruppert,
Gestionnaire de projet à la Rosa-Luxemburg-Stiftung, Bureau de Bruxelles

INTRODUCTION

L'UE a pris des mesures importantes en faveur d'une nouvelle forme de défense commune et de coopération militaire. La législation européenne fondamentale actuellement en vigueur est le traité sur l'Union européenne (TUE)¹, et ce, depuis l'adoption du traité de Lisbonne en 2009. Bien que la CSP ait également été incluse dans le traité de Lisbonne, il a fallu huit années supplémentaires et le référendum sur le Brexit pour qu'elle soit lancée en 2017. Tous les États membres de l'UE, à l'exception de Malte et du Danemark, ont rejoint la CSP et se sont engagés à développer leurs capacités militaires, à augmenter leurs dépenses militaires et à fournir des unités de combat pour les missions militaires européennes.²

La militarisation gagne du terrain dans la politique de l'UE, au point d'être financée par le budget communautaire de l'UE, et un récit global est à l'origine de son développement et de sa progression.

Cette brochure a été publiée pour la première fois avant l'invasion de l'Ukraine par le Kremlin en février 2022. Alors que cette guerre accélère les processus de militarisation existants en Europe, il est d'autant plus important de mieux comprendre et de questionner la militarisation de l'UE. De fait, la militarisation de l'UE est un processus à long terme avec des structures et des acteurs déjà établis qui vont être étendus et renforcés.

À une époque où les politiques évoluent rapidement, cette brochure offre les informations de base et l'analyse nécessaires pour avoir une vision globale de ce qui est en cours.

Dans cette brochure, nous examinerons de plus près le discours, les structures et les acteurs impliqués dans la militarisation de l'UE, ses conséquences, ainsi que les moyens potentiels de contrer cette évolution. Tout d'abord, nous souhaitons clarifier ce que nous entendons par militarisation. « Au sens large, la militarisation est la préparation culturelle, symbolique et matérielle à la guerre [...] Plus important encore, la militarisation est un processus intentionnel, quelque chose qu'un État ou un groupe doit s'efforcer de faire ».³ Sur la base de cette définition, nous comprenons la militarisation comme un processus:

- > dans lequel sont réaffectées des ressources financières et politiques permettant de développer les capacités militaires;
- > dans lequel des structures sont créées pour organiser, coordonner et développer une collaboration entre les décideurs politiques, les militaires et l'industrie de l'armement;
- > dans laquelle la réponse aux défis urgents par des moyens militaires est privilégiée au détriment des moyens civils;
- > qui s'appuie sur une rhétorique guerrière et prépare à la guerre.

La militarisation au niveau de l'UE s'inspire avant tout de l'idée de « sécuritisation », un processus subjectif dans lequel la signification de la menace ou de l'(in)sécurité est socialement construite, justifiant l'utilisation urgente de mesures extraordinaires par les organes de sécurité ou militaires pour contrer cette menace perçue.⁴ En d'autres termes, c'est un processus par lequel un problème politique est identifié et traité comme une question de sécurité. La manière dont les questions de migration et d'asile ont été abordées dans l'UE, et dont les réfugiés ont été présentés comme une menace par les institutions européennes et les gouvernements nationaux, en est un exemple concret. Bien qu'en théorie le processus de sécuritisation n'exclut pas les mesures non sécuritaires, dans la pratique il limite les processus de réflexion et les types de réponse alternatifs. L'attention des acteurs civils et politiques est réduite à un ensemble très limité de mesures. En d'autres termes, pour une personne munie d'un marteau, chaque problème ressemble à un clou.

À l'heure actuelle, le discours dominant dans l'UE favorise la militarisation, le renforcement de la sécurité intérieure et la fortification des frontières. Ces trois éléments sont étroitement liés et profitent à l'industrie de la sécurité et de l'armement qui vend des biens militaires, des technologies de surveillance et des équipements de sécurité. Toutefois, aucune de ces approches ne peut répondre aux crises auxquelles nous sommes confrontés – la crise climatique et ses liens avec les conflits et les déplacements, le manque de confiance dans la gouvernance mondiale et l'augmentation des inégalités socio-économiques entre les régions du monde et au sein des États.

Étant donné ce contexte, pourquoi l'UE se concentre-t-elle sur le renforcement de sa puissance militaire et comment cette évolution est-elle vendue aux citoyens européens? Qui décide et qui profite? Enfin, qu'est-ce que cela signifie pour les personnes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe et quelles alternatives avons-nous?

Pour répondre à ces questions, le premier chapitre de cette brochure présente l'histoire de la militarisation de l'UE et met en évidence la longue et indissociable implication de l'industrie de l'armement et de la sécurité. Le deuxième chapitre explore les récits qui sous-tendent et cherchent à légitimer la militarisation de l'UE. Le troisième chapitre donne une vue d'ensemble des principaux acteurs, des structures institutionnelles et des processus décisionnels impliqués dans le passage de l'UE à une union militarisée. Le chapitre quatre présente les arguments économiques les plus couramment utilisés par ses défenseurs, tandis que le chapitre cinq met en évidence les conséquences désastreuses de la militarisation pour la paix et la sécurité des habitants des pays émergents (mais aussi de l'UE). Enfin, le chapitre six fournit une liste complète (mais non exhaustive) d'options alternatives pour les politiques de sécurité de l'UE basées sur la paix et propose des suggestions sur la manière d'agir.

Cette publication a été rédigée par plusieurs experts des politiques de sécurité et de défense de l'UE. Issus de divers milieux universitaires et militants, de différents pays de l'UE, ils sont tous indépendants du complexe militaro-industriel et sont parfaitement conscients que la sécurité est subjective, partielle et jamais neutre.

Quel type de sécurité voulons-nous? C'est une question de choix, et la manière dont nous y prendrons pour l'obtenir variera en fonction de nos objectifs. Voulons-nous créer une société européenne et mondiale fondée sur la paix et les droits humains? Ou voulons-nous construire une « forteresse Europe » fondée sur la peur et la méfiance, n'accueillant à l'intérieur de ses frontières qu'une main-d'œuvre réglementée, des combustibles fossiles et des devises étrangères? Cette dernière option ne peut que conduire à l'armement, à la militarisation et à la guerre.

**UN BREF
HISTORIQUE DE LA
MILITARISATION
DE L'UE**

1



« D'ici 2025, nous avons besoin d'une Union européenne de la défense opérationnelle. »

Jean-Claude Juncker, discours de l'état de l'Union, septembre 2017

« Nous ne sommes pas des vendeurs. Nous sommes des partenaires. »

Christopher Lombardi, Vice-Président de l'entreprise d'armement Raytheon, lors du séminaire des experts Egmont « *La défense européenne de l'Europe?* », février 2017

LES JALONS DE LA MILITARISATION DE L'UE

En 2002, un groupe restreint mais influent s'est réuni pour discuter de l'avenir de la défense européenne lors de la Convention sur l'avenir de l'Europe, un projet ambitieux visant à rédiger une constitution européenne. La composition de ce groupe était remarquable, puisqu'il était composé uniquement de lobbyistes de l'armement et de décideurs de l'establishment militaire.

Leur rencontre n'était pas une coïncidence. L'industrie européenne de l'armement avait traversé une crise profonde après la fin de la guerre froide. Après 40 ans de dépenses massives pour tous les gadgets militaires imaginables, les établissements militaires n'avaient plus d'arguments gagnants pour dilapider l'argent public. Dans le cadre des « dividendes de la paix », de nombreux pays ont réduit leurs dépenses militaires, ce qui a conduit un certain nombre d'entreprises d'armement à faire faillite, à réduire leurs activités ou à être rachetées par des concurrents. La réunion de 2002 a toutefois marqué un tournant: pour la première fois de son histoire, l'UE a sérieusement envisagé de soutenir les entreprises d'armement européennes.

14 /

Si nombre de leurs propositions n'ont pas abouti, le groupe est parvenu à faire avancer la création d'une Agence européenne de défense (AED). Des années plus tard, l'un des participants à la réunion, Michel Troubetzkoy, alors lobbyiste en chef de l'entreprise d'armement EADS (aujourd'hui Airbus), se vantera que l'AED était « *le bébé de l'EADS* » et que « *l'agence était à 95 pourcent similaire aux propositions de l'EADS* ». ⁵ Le site web de l'AED indique qu'« *une pression de l'industrie* », menée par le lobbyiste Troubetzkoy, fut déterminante dans sa création. Troubetzkoy est cité pour avoir dit « *J'ai personnellement demandé à [l'ancien Président français] Valéry Giscard d'Estaing d'envisager un nouvel élan politique pour une coopération européenne en matière de défense à travers la création d'une agence spécialisée.* » ⁶ Il n'est guère surprenant qu'une des missions fondatrices de l'AED est de « *renforcer l'industrie de défense européenne* ». ⁷

La création de l'AED montre très clairement qu'un petit groupe de lobbyistes et de décideurs politiques domine le processus décisionnel dans la sphère de la militarisation de l'UE. L'organisme de surveillance du lobbying, Corporate Europe Observatory (CEO) a décrit la communauté de la défense de l'UE comme une « *toile d'araignée de confiance et d'influence* ». ⁸ Ou, comme le groupe du lobby de l'armement ASD le décrit, « *il existe un dialogue étroit et constant tant avec la Commission européenne qu'avec l'Agence européenne de défense* ». ⁹

En 2003, le secteur de la sécurité* a fait une nouvelle percée. Dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » et de l'essor du secteur de la sécurité intérieure aux États-Unis, le secteur européen de la sécurité, ne voulant pas manquer de nouvelles opportunités de marché, a commencé à faire pression en faveur d'un programme de recherche sur la sécurité. En 2003, un groupe de personnalités (GdP) sur la recherche en matière de sécurité, un groupe consultatif de la Commission européenne, a joué un rôle déterminant dans l'élaboration d'un nouveau programme de recherche sur la sécurité; huit des 25 membres du GdP étaient issus du secteur de la sécurité. Bien que son financement ait été limité à un usage civil et aux technologies à double usage**, excluant explicitement la recherche militaire, le programme a ouvert une porte dérobée permettant à l'industrie de l'armement de s'impliquer de plus en plus dans les programmes de recherche de l'UE et de faire pression en faveur de politiques de sécurité interne et de frontières militarisées.

/ 15

Les appels à la recherche militaire européenne se sont poursuivis sans relâche. Lors d'une conférence de l'AED en 2007, Ake Svensson, de l'Association des industries aérospatiales et de défense de l'Europe (ASD), a appelé l'UE à créer un « groupe de sages » chargé de proposer un programme de recherche militaire. Si les États membres, une majorité de députés européens et une partie de la Commission européenne se sont initialement opposés à cette initiative en faveur d'un programme entièrement militaire, les pressions constantes exercées par l'industrie de l'armement se sont avérées fructueuses.

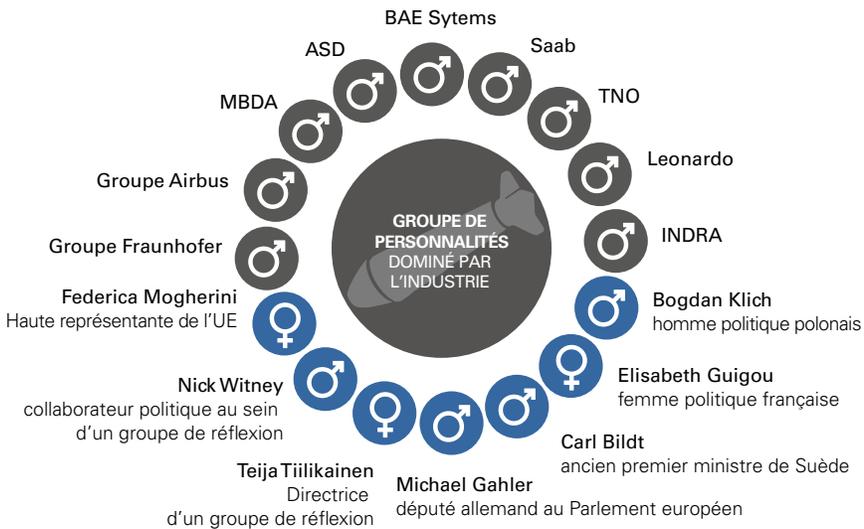
* Le terme « secteur de la sécurité » englobe toutes les entreprises et les centres de recherche à but lucratif actifs dans la recherche, le développement et la production de biens et de technologies de sécurité et militaires. Beaucoup de ces acteurs, les plus importants en particulier, sont actifs à la fois dans le domaine de la sécurité civile ou à double usage et dans le domaine militaire. Nous utiliserons donc l'expression « secteur de la sécurité » pour inclure l'industrie militaire et le terme « industrie de l'armement/militaire » pour désigner spécifiquement ce sous-secteur de l'industrie de la sécurité.

** Le terme « double usage » désigne les technologies ou les équipements qui peuvent être utilisés aussi bien à des fins civiles que militaires.

En 2016, après le vote eurosceptique du Royaume-Uni en faveur de la sortie de l'Union européenne, la militarisation de l'UE, qui avait déjà commencé avant le référendum, est rapidement montée d'un cran. Le lobby des armes y a vu l'occasion rêvée de faire avancer rapidement son programme. Les dix plus grandes entreprises d'armement et les organisations de lobbying ASD et EOS (Organisation européenne pour la sécurité), entre autres, ont eu un total de 327 réunions avec des commissaires et des membres de leurs cabinets en 2015. Dans le même temps, 48 lobbyistes accrédités entraient et sortaient librement du Parlement européen, abordant facilement les députés européens et les décideurs. L'industrie a encore intensifié ses efforts de lobbying lors des conférences internationales et des salons d'armement. Le groupe Airbus, par exemple, a reçu à lui seul 22 invitations à la conférence annuelle de l'AED. En 2015 également, le conseiller en matière de défense de la Commission européenne, Burkard Schmitt, a intégré l'ASD, où il est devenu *« le porte-parole sur toutes les questions relatives à la défense et à la sécurité. »*¹⁰

L'industrie de l'armement dominait largement un nouvel organe consultatif, le Groupe de personnalités sur la recherche en matière de défense (GdP), créé par la Commission européenne en 2015. Son objectif était de fournir une contribution stratégique à la politique européenne de sécurité et de défense, tout en fournissant également des conseils détaillés sur la forme et le fond du Fonds européen de la défense (FED) ainsi que sur son budget.

LE « GROUPE DE PERSONNALITÉS » DE 2015 DOMINÉ PAR L'INDUSTRIE



Source: rapport final du Groupe de personnalités

Sept des 16 membres de ce GdP représentaient l'industrie de l'armement (Groupe Airbus, BAE Systems, Finmeccanica, MBDA, Saab, Indra et ASD). Deux autres membres représentaient des instituts de recherche privés effectuant des recherches militaires (TNO et Fraunhofer-Gesellschaft). La société civile n'était pas représentée, pas plus que le monde universitaire. Les conclusions du rapport du GdP étaient prévisibles et invitaient l'UE à « *renforcer la position militaire globale de l'Europe* »¹¹ en injectant 3,5 milliards d'euros dans la recherche militaire. Cette recommandation a été littéralement copiée dans le Plan d'action européen de la défense publié par la Commission en novembre 2016.

Au moins, la commissaire européenne à l'industrie a été honnête quant à l'objectif de ce fonds lorsqu'elle a tweeté: « *bonne nouvelle pour l'industrie de la défense: un nouveau Fonds européen de la défense avant la fin de l'année!* »

BONNE NOUVELLE POUR L'INDUSTRIE DE LA DEFENSE



Elżbieta Bieńkowska

Follow



#SOTEU – good news for defence industry: new European defence fund before the end of the year europa.eu/!rh98Kf

#SOTEU – bonne nouvelle pour l'industrie de la défense: un nouveau Fonds européen de la défense avant la fin de l'année

La Commission était consciente que ces plans étaient très controversés. Au cours de l'une des réunions du groupe, un représentant de la Commission a rappelé aux autres membres que l'un des objectifs du GdP était de « *surmonter la résistance à un programme de recherche sur la défense* ». ¹² Au Parlement européen, les conservateurs ont ridiculisé les militants pacifistes, les qualifiant de « *pacifistes qui tentent de mettre en péril l'avenir de notre industrie et la sécurité de nos citoyens* ». ¹³

18 /

Le GdP a rapidement été suivi d'autres initiatives. En 2017, les États membres de l'UE ont activé la CSP, un cadre de coopération sur les questions militaires visant à favoriser la coopération en matière de capacités ainsi qu'à augmenter les dépenses militaires des gouvernements européens (voir chapitre 3). En 2019, la Commission européenne a créé un nouveau département, la Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace, consacré au maintien de la « *compétitivité et de l'innovation de l'industrie européenne de la défense* ». ¹⁴

Ces mesures ont eu un impact profond sur la nature du projet européen. Alors que le discours de l'UE s'est longtemps centré sur les droits humains et la promotion de la paix, l'UE se définit désormais comme une « Union européenne géopolitique ». Il y a quelques années encore, les dépenses militaires de l'UE étaient inexistantes. Aujourd'hui, ses dépenses de défense montent en flèche, au détriment des programmes non militaires. Il est inquiétant de constater que cette militarisation s'étend à toutes les politiques.

Un large éventail de programmes civils devient accessible à l'industrie de l'armement, qui est désormais considérée comme une entreprise comme une autre. La politique étrangère de l'UE est de plus en plus axée sur la fourniture d'une assistance militaire à des États tiers pour « promouvoir la paix », même si certains de ces alliés sont des dictatures et violent précisément les droits humains que l'UE prétend protéger.

Dans le même temps, les politiques frontalières de l'UE visent à maintenir les réfugiés et les migrants hors d'Europe, en utilisant des moyens militaires si nécessaire. Il y a peu de temps encore, les mises en garde contre un complexe militaro-industriel européen semblaient farfelues ; à présent, elles deviennent une réalité.

LES JALONS DE LA MILITARISATION DE L'UE

- 1992 Le traité de Maastricht établit un pilier de politique étrangère et de sécurité commune de l'UE.
-
- 1998 Déclaration de Saint-Malo: création de la politique européenne de sécurité et de défense.
-
- 2002 Le groupe de travail sur la défense se réunit dans le cadre de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Ce groupe jettera les bases de l'Agence européenne de défense.
-
- 2003 Le groupe de personnalités sur la recherche en matière de sécurité est établi par la Commission européenne, avec une importante délégation de l'industrie de la sécurité et de la défense. Le groupe est chargé d'apporter sa contribution à un programme de recherche sur la sécurité.
-
- 2003 Le Haut représentant de l'UE lance le document stratégique « Une Europe sûre dans un monde meilleur », qui souligne le rôle des technologies de la sécurité dans la résolution des problèmes de société.
-
- 2004 Lancement de l'Action préparatoire sur la recherche en matière de sécurité (PASR), avec un capital de 65 millions d'euros.
-
- 2004 L'organisation de lobbying en matière d'armement, EDIG, change de nom et devient l'Association des industries aérospatiales et de défense de l'Europe (ASD), qui représente 18 des plus grandes entreprises d'armement d'Europe.
-
- 2004 Création de l'Agence européenne de Défense (AED).
-
- 2005 Création de l'Agence européenne des frontières Frontex.
-
- 2007 Début du programme de recherche sur la sécurité, doté de plusieurs millions d'euros, dont l'industrie de l'armement est l'un des principaux bénéficiaires.
-
- 2007 L'Organisation européenne pour la sécurité (EOS), qui réunit l'industrie de l'armement et de la sécurité, ouvre ses portes dans le même bâtiment que l'ASD.
-
- 2009 Le Parlement européen approuve le « paquet défense » qui, dans une large mesure, libéralise le marché intérieur européen des exportations d'armes.

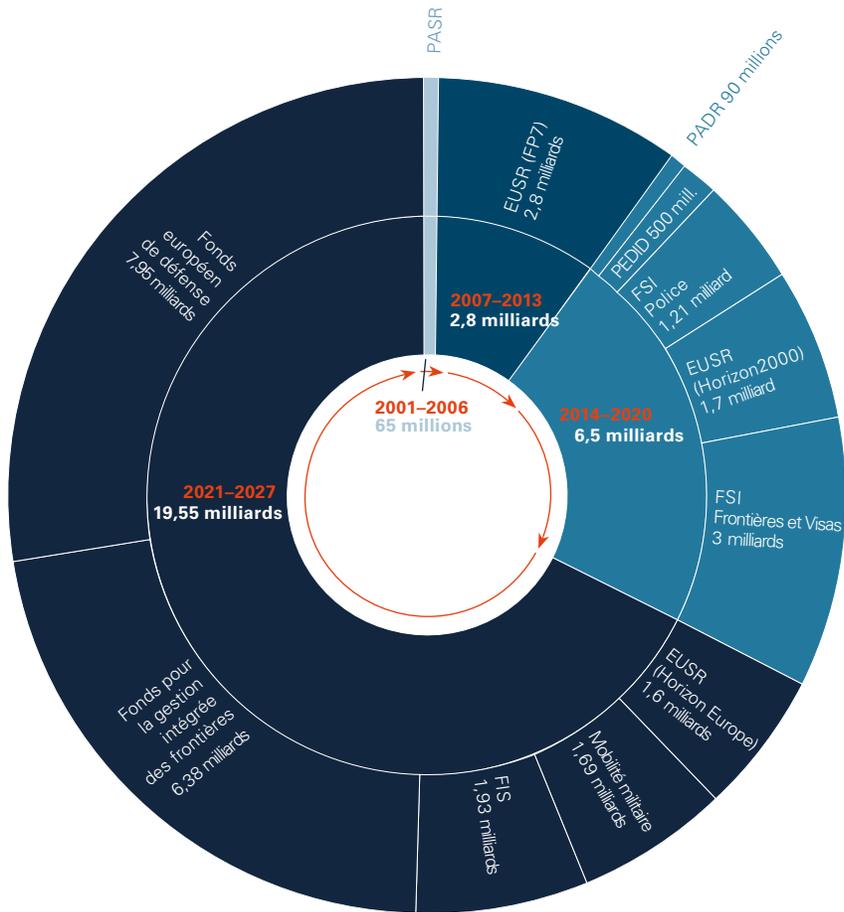
Bleu: décisions et déclarations importantes et changements institutionnels

Orange: création de groupes de lobbying et d'«organes consultatifs» qui comprennent l'industrie de l'armement

Rouge: budgets de la défense et de la sécurité

-
- 2015** La Commissaire européenne au marché intérieur, Mme Bienkowska, crée le groupe de personnalités sur la recherche en matière de défense. Le groupe est fortement dominé par l'industrie de la défense et recommande l'établissement d'un programme de recherche militaire de l'UE.
-
- 2016** Le Haut représentant de l'UE lance la Stratégie globale, un document stratégique qui promeut une politique étrangère européenne plus militarisée.
-
- 2016** La Commission européenne publie le Plan d'action européen de la défense qui lance officiellement les grandes lignes du Fonds européen de la défense (FED).
-
- 2017** Début de l'Action préparatoire de recherche en matière de défense (PADR) d'un montant de 90 millions d'euros.
-
- 2017** Activation de la Coopération structurée permanente (CSP), qui pousse les États membres de l'UE à augmenter leurs dépenses militaires.
-
- 2019** Création de la Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS), un département de la Commission européenne pour l'industrie de la défense.
-
- 2019** Lancement du programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (PEDID), doté de 500 millions d'euros.
-
- 2021** Lancement du Fonds européen de la défense (FED), doté de 8 milliards d'euros, premier programme de recherche militaire à part entière de l'UE.
-
- 2021** Lancement de la Facilité européenne pour la paix (EPF), dotée de 5 milliards d'euros (financée directement par les États membres), afin de faciliter les opérations militaires de l'UE et de fournir un soutien militaire aux pays du Sud considérés comme des partenaires.
-
- 2021** Lancement du programme de mobilité militaire de l'UE, doté de 1,7 milliard d'euros. Également appelé « Schengen militaire », il vise à faciliter le transport d'équipements et de troupes militaires à travers l'UE.

BUDGETS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE PAR CYCLE BUDGÉTAIRE



PASR: Action préparatoire sur la recherche en matière de sécurité | PEDID: Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense | EUSR: Recherche européenne en matière de sécurité
 FSI: Fonds pour la sécurité intérieure | PADR: Action préparatoire de recherche en matière de défense

Source: Commission européenne. Les dotations pour 2021-2027 sont formulées en prix courants. Dans le cadre du programme de recherche Horizon Europe, 14 milliards d'euros seront consacrés à la recherche « numérique, industrielle et spatiale », qui comprendra des technologies liées à la sécurité comme l'IA, la robotique ou les technologies émergentes, également intéressantes pour un usage militaire. De nombreux acteurs du secteur de la sécurité et de l'industrie militaire sont également actifs dans les domaines du numérique et de l'espace, et la frontière entre les applications civiles et militaires est de plus en plus floue.

LE RÔLE DE L'INDUSTRIE DE LA SÉCURITÉ ET DES GROUPES DE RÉFLEXION SUR LA MILITARISATION DE L'UE

Le lobby européen de l'armement est bien représenté dans la bulle de l'UE* et dispose de moyens considérables pour faire avancer son programme grâce au lobbying mené directement par les grandes entreprises d'armement comme Airbus ou par des groupes de pression dans les secteurs de la défense et de la sécurité (comme ASD ou EOS).

UN BUDGET IMPORTANT CONSACRÉ AU LOBBYING

La quasi-totalité des entreprises de défense de premier rang ont un bureau de lobbying à Bruxelles qui bénéficient d'un budget important. Le site d'information Politico a estimé les dépenses de lobbying de l'industrie dans l'UE à environ 54,7 millions d'euros en 2016, sur la base du registre de transparence de l'UE.¹⁵ Les 10 premières entreprises d'armement européennes ont un budget annuel combiné de lobbying d'environ 5 millions d'euros (de nombreuses autres entreprises, associations professionnelles, groupes de pression et cabinets de conseil représentent le reste des dépenses totales en matière de lobbying). Ces chiffres sont très probablement sous-estimés, dans la mesure où de nombreuses entreprises déclarent des montants inférieurs pour leurs budgets de lobbying au registre de transparence de l'UE.

* Bruxelles se classe juste derrière Washington en termes d'influence des lobbies – elle abrite environ 25 000 lobbyistes travaillant au sein de plus de 12 000 groupes de pression. C'est une activité qui a généré plus de 15 milliards d'euros en 2018.

RESSOURCES EN MATIÈRE DE LOBBYING DES PRINCIPALES ENTREPRISES D'ARMEMENT

ENTREPRISE	DEPENSES DE LOBBYING	LOBBYISTS ACCREDITÉS	LA COMMISSION JUNCKER
BAE systems	50 000€ – €99 999€	1	3
Airbus	1 500 000€ – 1 749 000€	7	157
Thales Group	300 000€	3	23
Leonardo	300 000€ – 399 999€	3	35
Rolls-Royce	1 500 000€ – 1 749 000€	2	21
Naval group	100 000€ – 199 999€	3	11
Rheinmetall	300 000€ – 399 999€	4	1
MBDA	50 000€ – 99 999€	1	7
Safran	495 000€	5	11
Saab	200 000€ – 299 999€	5	11
ASD	298 000€	11	31
EOS	100 000€ – 199 999€	3	16
Total	4 893 000€ – 5 984 999€	49	327

Source: lobbyfacts.eu

À titre de comparaison, le budget annuel total de l'ENAAT est inférieur à 40 000€, avec un employé à temps partiel. L'ENAAT est le principal réseau pour la paix en Europe qui plaide directement contre le FED et la militarisation de l'UE depuis 2016.

UN ACCÈS FACILE AUX DÉCIDEURS EUROPÉENS ET NATIONAUX.

L'industrie de l'armement exerce une influence considérable sur l'UE et bénéficie de multiples points d'accès.

Les PDG et les lobbyistes de l'industrie de l'armement ont un accès privilégié auprès des commissaires concernés, de leurs cabinets et des hauts fonctionnaires, que ce soit par le biais de réunions bilatérales ou de processus consultatifs à tous les stades de l'élaboration des politiques et de la prise de décision, ainsi que de la mise en œuvre. Les salons de l'armement et les salons aéronautiques fonctionnent non seulement comme un grand marché aux armes, mais sont

également des événements clés pour les lobbyistes du secteur. Des conférences telles que les réunions annuelles de l'AED* ou les sommets européens de l'industrie de la défense constituent également des points de rencontre essentiels entre l'industrie de l'armement et les décideurs politiques.

Le Parlement européen est également le lieu de lobbying de l'industrie de l'armement, qu'il s'agisse de réunions sous les auspices du groupe Kangourou (un forum eurodéputés-industrie traitant des questions de défense) ou de l'Intergroupe Ciel et Espace**¹⁶, ou encore d'un dialogue régulier avec des parlementaires jouant un rôle clé dans la promotion du discours sur la sécurité (voir chapitre 3) et des processus législatifs pertinents.

Cette relation étroite entre l'industrie de l'armement et les institutions de l'UE est également soutenue par le phénomène du 'pantouflage', où des fonctionnaires de l'UE occupent des postes de lobbyistes et vice versa. Burkard Schmitt, comme mentionné précédemment, a rejoint l'industrie de l'armement après avoir travaillé à la Commission européenne pendant plus de huit ans (voir p. 16). Plus récemment, l'ancien directeur général de l'AED, Jorge Domecq, a pris un poste chez Airbus Defence and Space en Espagne, sept mois seulement après avoir quitté l'AED¹⁷.

Le lobbying a également lieu au niveau national. Les groupes de pression nationaux et les champions du secteur de l'armement ont développé une relation symbiotique avec leurs gouvernements nationaux – leurs principaux clients et partisans qui finissent par prendre les décisions au niveau de l'UE.

Cette emprise excessive de l'industrie de l'armement contribue à étouffer tout débat sur la militarisation de l'UE et les politiques tangibles qui en découlent. En outre, la plupart des groupes de réflexion basés à Bruxelles*** relaient le récit dominant, contribuant ainsi à promouvoir une vision positive du virage militaire de l'UE, sans guère d'esprit critique. Ce phénomène étouffe encore plus les perspectives alternatives et laisse très peu de place aux voix critiques.

* En 2018, des centaines de représentants de l'industrie de l'armement ont été invités. Airbus a reçu à lui seul 22 invitations, tandis que les représentants de la société civile n'étaient pas les bienvenus.

** Son secrétariat est dirigé par le groupe de pression ASD. Le patron de l'ASD, Jan Pie, a décrit l'intergroupe comme « un forum extrêmement efficace pour entrer en contact avec des députés européens ».

*** Par exemple, Friends of Europe, l'Institut d'études de sécurité de l'UE, l'Institut Egmont ou le groupe ARES hébergé par le groupe de réflexion français IRIS.

**LES PRÉMISSSES DE
LA MILITARISATION
DE L'UE: LE
DISCOURS POLITIQUE
ET L'HÉGÉMONIE
EUROPÉENNE**

2

CLIMATE CRISIS
SOCIAL INEQUALITY
FORCED DISPLACEMENT
HEALTH



crise climatique
inégalités sociales
déplacements forcés
santé

DU DISCOURS SUR LA SÉCURITÉ À LA MILITARISATION GÉNÉRALISÉE

COMMENT LE DISCOURS SUR LA SÉCURITÉ A-T-IL ÉVOLUÉ DANS L'UE?

Les premières tentatives d'élaboration d'une stratégie européenne de sécurité remontent à 2003, sous la direction de Javier Solana, alors Haut représentant de l'UE (voir p. 20) et ancien secrétaire général de l'OTAN. Le document stratégique « Une Europe sûre dans un monde meilleur » fait le point sur la fin du paradigme de la guerre froide et établit un lien entre la sécurité mondiale et locale.

Un deuxième document, intitulé « Vision partagée, action commune: Une Europe plus forte », publié en 2016 et généralement connu sous le nom de « Stratégie globale », a été rédigé par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) sous la direction de la haute représentante Federica Mogherini. Accueillie favorablement par les États membres, son analyse repose principalement sur les menaces externes et internes, toutes deux interdépendantes. La « Stratégie globale » confère au complexe sécuritaro-militaro-industriel un rôle qu'il n'avait pas auparavant et fait valoir que l'UE doit soutenir ce secteur dans le cadre sa stratégie de sécurité. En ce sens, elle peut être considérée comme le point de bascule marquant le passage de l'UE d'un projet prétendument axé sur la paix à un projet de militarisation.

28 / Dans son chapitre d'introduction, la « Stratégie globale » résume les menaces perçues par l'UE, et elles ne sont pas uniquement militaires: *« À l'est, la sécurité européenne est mise à mal, tandis que le terrorisme et la violence font des ravages en Afrique du Nord et au Proche-Orient, mais également au sein même de l'Europe. La croissance économique n'est pas à la mesure de la croissance démographique dans certaines régions d'Afrique, les tensions sur le plan de la sécurité se font de plus en plus vives en Asie, et le changement climatique entraîne également son lot de perturbations. »*¹⁸

Il est clair que ces menaces ne peuvent pas toutes être traitées par des moyens militaires, mais la « Stratégie globale » appelle à une 'puissance dure' européenne, notamment dans la sphère militaire. Bien qu'elle affirme que *« l'UE est attachée à un ordre mondial fondé sur le droit international, qui garantit les droits de l'homme et le développement durable »*, elle fait état ensuite d' *« un accès durable aux biens communs mondiaux »*¹⁹, concept militariste faisant référence, entre autres, au contrôle des routes commerciales maritimes et aux investissements dans la sécurité et la défense.

« En particulier, il est urgent d'investir dans la sécurité et la défense. Tout l'éventail des capacités de défense est nécessaire pour faire face aux crises extérieures, renforcer les capacités de nos partenaires et pour garantir la sécurité de l'Europe. »

Stratégie globale de l'UE, 2016, p. 11

INTÉGRATION DE LA MILITARISATION DANS LES POLITIQUES DE L'UE

La récente « Stratégie de l'UE pour l'union de la sécurité 2020–2025 », publiée en 2020, met l'accent sur la nécessité de répondre à des menaces en évolution rapide dans un contexte de crises multiples, en adoptant une approche fondée sur un modèle de gestion des risques. En d'autres termes, elle consacre l'approche de la sécuritisation dans l'ensemble des politiques, une tendance qui était déjà visible dans la pratique par l'inclusion d'objectifs liés au domaine militaire dans un large éventail de politiques, des transports à l'aide extérieure (voir chapitre 3).

Un premier exemple de cette tendance est le concept de sécurité pour le développement. En utilisant l'argument selon lequel la sécurité doit être assurée avant que le développement ne puisse avoir lieu, l'UE a commencé à utiliser des fonds dédiés à la consolidation de la paix ou au développement pour construire et renforcer les capacités militaires et de sécurité des forces armées et des forces de sécurité dans des pays tiers.* Cette hypothèse ignore le fait que le renforcement du secteur de la sécurité dans les pays sous régime autoritaire ne fera que conduire à plus de répression et détourner l'attention des objectifs de développement.

Une autre étape récente sur la voie de la militarisation a été franchie avec la « feuille de route de l'UE sur le climat et la défense », présentée le 11 décembre 2020. Son texte est éloquent: il prépare l'UE aux « *nouveaux défis de sécurité posés par le changement climatique* », par la sensibilisation « *aux effets du changement climatique sur la réponse aux crises, la sécurité et la défense* », le développement de « *capacités pour nos forces armées qui puissent être utilisées dans des circonstances changeantes* » et un partenariat international « *pour aborder les questions de sécurité et de défense découlant du changement climatique* ». ²⁰ En d'autres termes, il prépare l'Europe aux futures guerres climatiques.

* Cela s'applique en particulier au programme de renforcement des capacités à l'appui de la sécurité et du développement (CBSD) et à l'instrument global d'aide extérieure IVCDI, qui débutera en 2021, ainsi qu'à la Facilité européenne pour la paix, qui sera financée par les États membres.

LA FUTURE BOUSSOLE STRATÉGIQUE:

UNE DOCTRINE MILITAIRE EUROPÉENNE QUI N'EN A QUE LE NOM?

L'UE rédige actuellement son tout premier document stratégique militaire, les « orientations stratégiques sur la sécurité et la défense », ou boussole stratégique. Il devrait être adopté au printemps 2022 et vise à « définir quel type d'acteur de sécurité et de défense [l'UE] veut être » pour faire face aux « menaces et défis nouveaux et croissants ». ²¹ Comme l'a récemment décrit l'une des parties prenantes, la discussion porte sur « comment, où et quand l'UE doit agir militairement ». ²² Ce document est préparé par les services de renseignement et l'état-major militaire du SEAE, sous la direction de l'actuel Haut représentant, Josep Borrell, en étroite consultation avec les États membres et dans un secret relatif, sans que le Parlement européen ou la société civile ne soient impliqués.

L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE, UN CONCEPT GLOBAL QUI CACHE DES INTÉRÊTS NATIONAUX PARTICULIERS

Parallèlement au discours sur la sécurité, ces dernières années, le concept d'**autonomie stratégique** est devenu le dernier mot à la mode au niveau de l'UE. Adopté à l'origine pour justifier le virage militaire, ce terme est utilisé et galvaudé sans que personne ne puisse s'accorder sur sa signification. Il a mis en lumière de profondes différences entre les États membres et entre les institutions de l'UE sur ce que devrait être la « défense européenne ».

30 /

Le concept d'autonomie stratégique en matière de défense fait généralement référence aux capacités militaires indispensables pour permettre à un acteur stratégique de s'engager dans une action autonome. Dans le cadre de l'UE, cependant, il a révélé de profondes divisions dans deux domaines.

DES VUES ET DES INTÉRÊTS GÉOPOLITIQUES DIVERGENTS

La relation de l'UE avec l'OTAN (avec les États-Unis en arrière-plan) est l'exemple le plus explicite des vues géopolitiques divergentes entre les États membres de l'Europe, ainsi que des opinions divergentes sur la mesure dans laquelle l'UE peut agir seule pour garantir sa propre sécurité.

Pour dire les choses simplement, la plupart des pays d'Europe de l'Est et des pays nordiques de l'UE, ainsi que l'Allemagne, sont réticents à l'idée de s'éloigner du parapluie américain. ²³ Dans le même temps, la France a profité des incertitudes

entourant l'engagement des États-Unis envers l'OTAN sous Donald Trump pour faire pression en faveur d'une plus grande indépendance européenne.²⁴ Pour le dire crûment, la France voudrait que l'UE paie pour son armée, et ses installations nucléaires en particulier, en tant que seul pays capable de protéger l'Europe si les États-Unis ne le font pas. Cependant, l'Allemagne et de nombreux petits pays de l'UE sont réticents à accepter que la France impose sa propre vision de la défense européenne (y compris la protection des intérêts français en Afrique) en échange de sa protection militaire.

En revanche, les intérêts de l'Allemagne et des pays d'Europe de l'Est divergent au sujet de la Russie. Cela tient probablement autant à des intérêts économiques concurrents, comme les tensions autour du gazoduc Nord Stream II²⁵, qu'à la perception de la « menace russe ». Enfin, de nombreux États membres du sud de l'UE sont plus préoccupés par ce qui se passe en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient.

DES DIVERGENCES SUR CE QUE SIGNIFIE RÉELLEMENT LA COOPÉRATION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE DÉFENSE: UNE UNION DE LA DÉFENSE, UNE DÉFENSE EUROPÉENNE OU L'EUROPE DE LA DÉFENSE*?

« Soit l'Europe grandit, soit nous ne serons pas en mesure de défendre le mode de vie européen dans le monde globalisé. [...] Nous devons défendre cette « Leitkultur » européenne et, si possible, l'affirmer au niveau mondial. [...] La défense commune est une nécessité! [...] Avec l'euro, c'est le deuxième grand développement de l'Europe qui est désormais une priorité concrète. »

Manfred Weber, président du PPE,
dans Die Welt, 7 juin 2017

De nombreux partisans de la militarisation de l'UE la présentent comme le principal moyen de renforcer l'intégration européenne en période difficile. Cependant, cela ne ressemble pas à une réponse appropriée aux préoccupations des citoyens telles que le chômage, les inégalités sociales ou la crise climatique. Elle ne constitue pas non plus une réponse aux critiques portant sur la transparence et le fonctionnement démocratique de l'UE. Au contraire, cette nouvelle obsession de la défense européenne ressemble à un moyen de détourner l'attention des vrais défis tout en répondant aux desiderata de l'industrie de l'armement.

* Les dirigeants français ont l'habitude de parler d'une « Europe de la défense », une formulation qui n'a pas d'équivalent en anglais et qui diffère de la défense européenne (la somme des défenses nationales en Europe) mais qui ne fait pas non plus référence à une véritable Union.

En outre, l'idée de renforcer la coopération européenne en matière de défense est également (volontairement?) vague, englobant tout et son contraire, d'une union de défense complète (avec une armée européenne unique, pour les partisans les plus fédéralistes) à une coopération intergouvernementale minimaliste sur les capacités militaires.

« Je suis fermement convaincu que l'avenir de la défense européenne partira de l'industrie européenne de la défense »

Josep Borrell, Haut représentant de l'UE,
réunion annuelle de l'AED, 4 décembre 2020

La déclaration illustrative de Borrell est similaire au raisonnement officiel qui a justifié la création du marché intérieur dans les années 80. Les États membres étant réticents à créer une Europe sociale et fiscale, un marché unique a d'abord été créé, l'idée étant que cela obligerait les États membres à s'orienter vers une intégration sociale et fiscale. Comme nous le savons trop bien, cela ne s'est jamais produit. Non seulement une « Union de la défense » est discutable d'un point de vue juridique et éthique, mais il est également clair que cette prétendue « approche ascendante » est vouée à l'échec. Comment quelque chose qui n'a pas fonctionné pour les questions sociales et fiscales peut-il fonctionner pour une question aussi sensible que la défense, qui se trouve au cœur même de la souveraineté nationale?

32 /

Jusqu'à présent, les mesures prises en faveur de la militarisation de l'UE ont été contre-productives pour une UE démocratique: dans le cadre du FED, le contrôle parlementaire habituel des programmes de financement de l'UE a été drastiquement limité par des règles d'exemption. Les parlementaires européens n'auront aucune influence sur la façon dont les fonds seront utilisés au cours des sept prochaines années. En revanche les États membres seront aux commandes, puisqu'ils ont reçu un droit de veto de facto.* Ceci crée un dangereux précédent par rapport aux règles démocratiques normales de contrôle. En outre, la CSP est une initiative intergouvernementale du Conseil de l'UE qui échappe également au contrôle parlementaire, que ce soit au niveau national ou européen.

* La Commission met en œuvre les programmes par le biais d'« actes » (par exemple, des plans de travail annuels), qui sont soumis à un comité de programme composé d'États membres. Dans le cadre du FED, si les États membres ne donnent pas d'avis sur un acte proposé, la Commission ne peut pas l'adopter. Le Parlement européen n'est pas notifié ou consulté sur ces actes, contrairement à la règle en vigueur pour les programmes non militaires.

L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT AUX COMMANDES DE LA MILITARISATION DE L'UE?

En résumé, l'« autonomie stratégique » et la « défense européenne » sont des concepts non définis qui sont interprétés différemment selon les pays, les institutions européennes et les groupes politiques. Cependant, ils sont suffisamment vagues pour obtenir un soutien jusqu'à ce qu'ils soient définis. Dans la pratique, les États membres de l'UE diffèrent encore largement dans leurs intérêts économiques et stratégiques ainsi que dans leurs ambitions et objectifs militaires européens.

Le renforcement des capacités militaires apparaît donc comme un dénominateur commun minimum, tous les pays de l'UE appréciant d'obtenir de l'argent pour leur industrie nationale, bien que les intérêts nationaux concurrents soient naturellement aussi une réalité dans ce domaine, comme l'illustrent les difficultés rencontrées dans le développement de projets communs (voir chapitre 4).

La militarisation de l'UE se produit donc dans un vide politique, où la charrue a été mise avant les bœufs : l'UE s'est transformée en vache à lait pour l'industrie militaire, sans contrôle parlementaire approprié et avec la complicité des décideurs.

LA MILITARISATION DE L'UE POUR PRÉSERVER LE « MODE DE VIE EUROPÉEN » OU LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE DOMINANT ?

En 2016, la « Stratégie globale » faisait référence à « *la politique de la peur* [qui] *remet en cause les valeurs européennes et le mode de vie européen* » pour justifier un « *changement radical* »²⁶ en matière de sécurité et de défense. Dans son discours sur l'état de l'Union de septembre 2016, Jean-Claude Juncker a fait référence non pas une, mais douze fois à ce « mode de vie européen » qui devrait être préservé, protégé et défendu par l'UE.

Cette formulation discutable a rarement été utilisée depuis, à l'exception notable d'une tentative ratée de créer un portefeuille pour la « protection de notre mode de vie européen » au sein de la nouvelle Commission. Elle illustre néanmoins les raisons sous-jacentes de la militarisation de l'UE, qui ne peuvent être considérées indépendamment de la concurrence économique mondiale.

« Le monde d'aujourd'hui a besoin d'une Europe forte et unie. Une Europe qui travaille en faveur de la paix, d'accords commerciaux et de relations monétaires stables. »

Jean-Claude Juncker, discours sur l'état de l'Union, 2018

34 /

L'un des principaux enjeux est la préservation de la supériorité technologique de l'Europe, en particulier dans le domaine numérique et les nouvelles technologies de rupture comme l'intelligence artificielle (IA) et les nanotechnologies. Il s'agit également de l'accès et la maîtrise de l'espace, un « *catalyseur de la sécurité et de la défense* » en pleine croissance et « *une tendance* [qui] *se renforcera à l'avenir* ». ²⁷

« Garantir de fortes synergies entre les technologies de défense, spatiales et civiles générera des innovations de rupture et permettra à l'Europe de rester une référence mondiale. Cela réduira également nos dépendances dans les technologies critiques et renforcera le leadership industriel dont nous avons besoin pour sortir de la crise ».

Thierry Breton, commissaire européen, lors de la conférence de presse sur le Plan d'action de l'UE relatif aux synergies entre les industries civile, spatiale et de la défense, le 22 février 2021

À long terme, il s'agit de la course mondiale aux matières premières, qui est un prérequis pour rester compétitif sur le plan technologique et pour contrôler l'espace.

Le contrôle des routes commerciales maritimes et de l'accès aux matières premières – mis en œuvre par une action militaire, si nécessaire – est donc un objectif stratégique fondamental, et ce, pas seulement pour l'alliance de l'OTAN. En effet, si c'est une préoccupation que les alliés continuent de partager, les intérêts de l'UE et des États-Unis ne convergeront pas, malgré la victoire électorale de Biden. Les États-Unis déplacent en partie leurs priorités militaires de l'Europe vers l'Asie et sont moins préoccupés que l'Europe par le Moyen-Orient et l'Afrique.

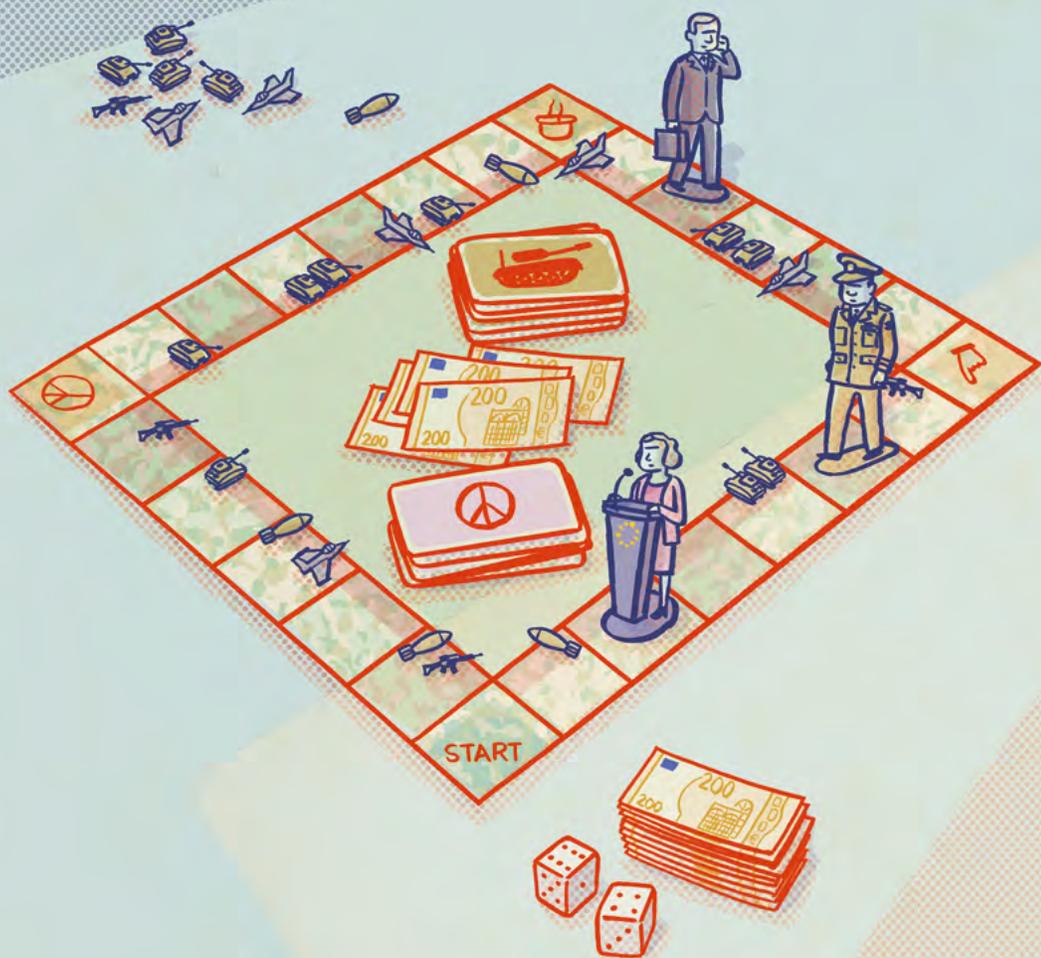
L'Europe veut essentiellement jouer dans la cour des grands en développant la capacité militaire nécessaire pour mener ses propres interventions en fonction de ses intérêts géopolitiques et économiques.

À cet égard, il convient de noter que les opérations militaires internationales ont évolué depuis les années 90: alors qu'il s'agissait autrefois principalement de missions de maintien de la paix des Nations unies, elles sont devenues de plus en plus pilotées par l'OTAN et seront peut-être désormais pilotées par l'UE.

Cette évolution marque le passage d'une approche multilatérale de maintien de la paix à la défense des intérêts géostratégiques et économiques européens. En d'autres termes, il s'agit de défendre le système économique hégémonique, capitaliste et néolibéral actuel.

**STRUCTURES,
POLITIQUES ET
ACTEURS DE LA
MILITARISATION
DE L'UE**

3

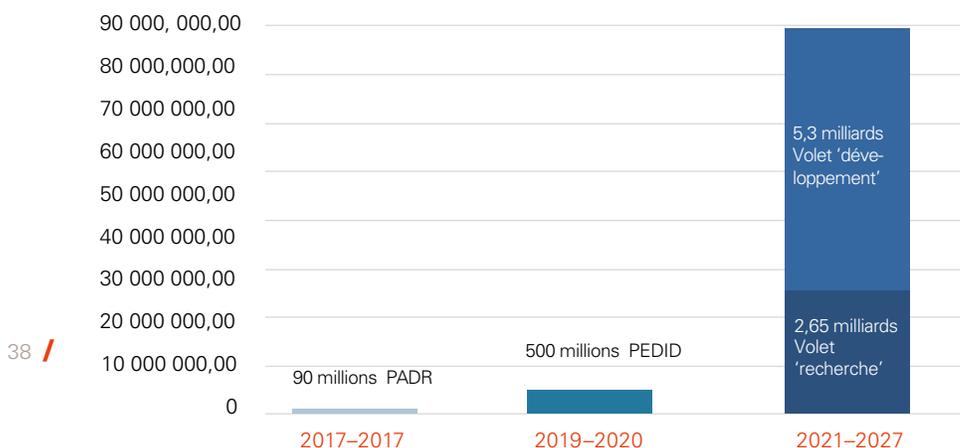


Les principales étapes de la militarisation de l'UE ayant été exposées, explorons à présent les principales politiques et les principaux programmes qui illustrent ce changement de paradigme et examinons-en les principaux acteurs.

DÉVELOPPER ET EXPORTER LA PROCHAINE GÉNÉRATION D'ARMEMENTS

La création du FED a marqué un tournant pour l'UE, car c'était la première fois que le budget communautaire pouvait être alloué à des activités liées à l'armée.

LE FONDS DE DEFENSE DE L'UE



Source: ENAAT – les montants pour 2021-2027 sont en prix courants

Légende: les contributions nationales sont censées cofinancer les projets de développement, en théorie jusqu'à 4 fois le montant du financement de l'UE. Chiffres en prix courants, source: Règlement (UE) 2021/697

Deux programmes pilotes, à savoir le PADR et le PEDID, ont détourné un demi-milliard d'euros du budget civil de l'UE en 2017-2020.

De 2021 à 2027, 8 milliards d'euros seront consacrés à des projets de recherche et développement (R&D) axés sur la prochaine génération d'armements, comme les drones, les systèmes autonomes et d'autres technologies de rupture qui changeront radicalement la façon de mener une guerre.

La création du FED est un processus piloté par l'industrie: ses principaux objectifs sont de renforcer l'industrie européenne de l'armement et de stimuler sa compétitivité sur la scène mondiale, ce qui inclut l'augmentation des exportations d'armes européennes²⁸.

COMMENT LE FED A-T-IL ÉTÉ CONSTITUÉ ET QUI LE MET EN ŒUVRE?

Le FED et ses programmes pilotes ont été proposés et rédigés par le département de la **Commission européenne** (CE) en charge du marché intérieur et de l'industrie (DG GROW) et ont été fortement influencés par l'industrie de l'armement.

Ils ont ensuite été discutés, amendés et adoptés par les colégislateurs de l'UE: le **Parlement européen**, où les travaux ont été dirigés par la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE), et le **Conseil de l'UE**, c'est-à-dire les États membres de l'UE.

Le PEDID et le FED sont désormais mis en œuvre par la **DG DEFIS** de la Commission; seul le PADR est géré par l'**AED**.

La **DG DEFIS** est la **direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace** de la Commission européenne. Créée en janvier 2020*, cette DG est placée sous la responsabilité du Commissaire européen au marché intérieur, le Français Thierry Breton**. Elle comptera jusqu'à 200 personnes chargées, entre autres, de la compétitivité des industries de l'armement, du marché européen de la défense, du plan de mobilité militaire, des programmes spatiaux de l'UE et de « l'amélioration du lien entre l'espace, la défense et la sécurité ».²⁹

* La création ex nihilo d'une nouvelle DG est très rare : d'autres exemples sont la DG Justice et affaires intérieures après le traité d'Amsterdam, ou le SEAE après le traité de Lisbonne, qui a introduit de nouvelles compétences.

** Thierry Breton est l'ancien PDG de la multinationale ATOS, qui est active dans les services de technologie de l'information dans une série de secteurs dont la cybersécurité, l'aérospatiale et l'électronique de défense. Sa nomination a créé un dédale de conflits d'intérêts potentiels. Plus d'informations sur <https://corporateeurope.org/en/2019/11/thierry-breton-corporate-commissioner> (en anglais).

L'Agence européenne de défense (AED), créée en 2004, est une agence intergouvernementale du Conseil de l'UE et, en tant que telle, échappe au contrôle du Parlement. Son rôle principal est d'être le lien entre les opérations et l'industrie militaire, et en particulier de 1) soutenir le développement des capacités militaires et la coopération entre les États membres de l'UE* et 2) stimuler la recherche militaire et renforcer l'industrie européenne de la défense. Elle entretient une relation symbiotique avec l'industrie de l'armement, qui est impliquée dans la plupart des projets de l'AED.

Les priorités sont définies dans des programmes de travail annuels élaborés par la **DG DEFIS** et adoptés par les **États membres** (Commission européenne, 2019), tandis que le **Parlement européen (PE)** a été écarté de la gouvernance du Fonds par des règles d'exemption.

En règle générale, le **Parlement européen** peut influencer la mise en œuvre des programmes de financement de l'UE en commentant les programmes de travail. Cependant, il ne peut le faire ni pour le PEDID ni pour le FED et ne reçoit que les informations que la CE est prête à partager. Son seul contrôle formel sera budgétaire et n'interviendra qu'après l'achèvement des programmes.

40 /

Le financement est alloué à des consortiums dirigés par l'industrie principalement par le biais d'appels à propositions concurrentiels. Il peut également être attribué directement à un projet existant, notamment pour les grands projets comme le développement d'un drone européen (MALE RPAS)³⁰, qui est coordonné entre la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie et implique de grandes entreprises comme Leonardo, Airbus et Dassault.

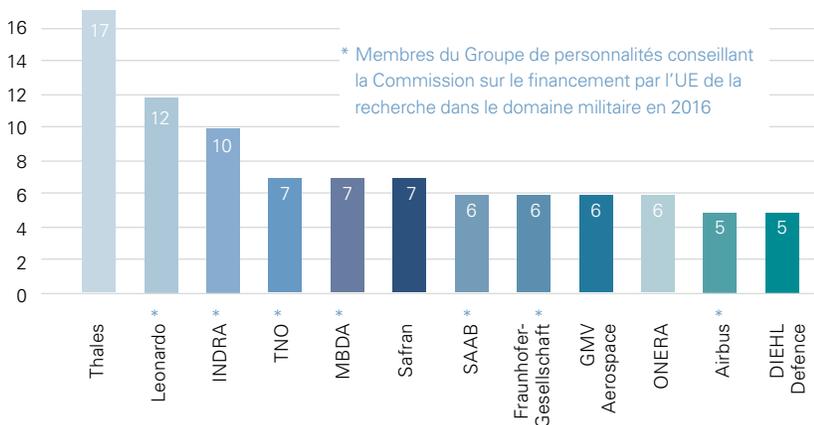
LE RÔLE DE L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT: DE L'INFLUENCE AU PROFIT

Le chapitre 1 a souligné la manière dont l'industrie de l'armement a exercé une influence sur l'élaboration du FED, en particulier par le biais du GdP de 2016. Les entreprises d'armement et les groupes de recherche privés au sein du GdP figurent désormais parmi les principaux bénéficiaires des subventions du FED.

* L'AED a également conclu des accords administratifs bilatéraux avec la Norvège, la Suisse et l'Ukraine, leur permettant de participer aux projets et programmes de l'AED.

Selon les informations disponibles, les huit membres du GdP pouvant prétendre à un financement représentent 6,6 de l'ensemble des bénéficiaires, mais obtiennent 34 % du budget alloué à travers 11 projets dans le cadre du PADR.³¹

LES ENTREPRISES D'ARMEMENT QUI BENEFICIENT LE PLUS DES SUBVENTIONS DE L'UE POUR LA R&D MILITAIRE



Source: ENAAT

Légende: Nombre de subventions en 2017–2019, sur la base des informations publiques pour 16 projets de recherche (PADR) en 2017–2019 et 16 projets de développement (PEDID) en 2019

L'ÉPINE DORSALE DE LA MILITARISATION DE L'UE: BILAN ANNUEL ET COOPÉRATION PERMANENTE EN MATIÈRE DE DÉFENSE

Outre le FED, un certain nombre d'autres instruments visant à renforcer les capacités militaires ont été mis en place ces dernières années. Ils profitent eux aussi largement à l'industrie de l'armement, et comme le PE n'a pas son mot à dire sur ces mécanismes, ils ne font l'objet d'aucun contrôle démocratique.

L'examen annuel coordonné en matière de défense (CARD) est un processus de surveillance du paysage militaire des pays de l'UE et d'examen des capacités disponibles, y compris la recherche et la capacité industrielle.

Le rapport CARD suggère des domaines de coopération possibles pour développer les capacités militaires et combler les lacunes identifiées. Le premier CARD, qui s'est achevé en novembre 2020, recommande de « *se concentrer sur la prochaine génération de capacités* » (par exemple, les armes et les équipements militaires) et de « *préparer l'avenir* »³². c'est-à-dire les guerres futures: chars de combat (sans pilote), « soldats améliorés » grâce à des équipements de haute technologie, navires de patrouille pour la surveillance maritime, accès à l'espace à des fins militaires, entre autres.

La coopération structurée permanente (CSP) est censée être l'étape finale du renforcement des capacités militaires européennes (bien que les premiers projets CSP aient été sélectionnés en 2018, bien avant la conclusion du premier CARD) et, contrairement à ce dernier, est un processus contraignant. Avec la décision de décembre 2017 de créer la CSP, les gouvernements nationaux ont pris plus de 20 « *engagements communs contraignants dans les domaines de l'investissement de défense, du développement des capacités et de la préparation opérationnelle* ». ^{33*} En bref, ils se sont engagés à augmenter leurs dépenses militaires nationales, à développer conjointement de nouvelles armes ou technologies militaires et à mettre en place des capacités communes pour mener des opérations militaires. Parmi les principaux projets CSP, on peut citer le développement d'un système autonome terrestre intégré (chars sans pilote), l'Eurodrone MALE RPAS et les systèmes de missiles tactiques terrestres 'au-delà de la portée optique' (BLOS) de l'UE.

42 /

Les capacités militaires qui seront développées dans le cadre de la CSP resteront entre les mains des États membres, qui pourront les mettre à disposition pour des interventions militaires nationales, de l'UE, de l'OTAN ou des Nations unies. Les États membres sont également libres d'exporter ces capacités. À ce jour, 47 projets CSP présentés par les États membres ont été adoptés.³⁴ Toutefois, une évaluation interne a révélé que seul un tiers d'entre eux s'est concrétisé et que les États membres ne semblent pas trop préoccupés par le respect de leurs engagements.

QUI PREND LES DÉCISIONS ET QUI BÉNÉFICIE DU CARD ET DE LA CSP?

Le processus CARD est principalement géré par l'AED, avec la coopération du SEAE, en particulier l'État-major de l'UE (EMUE). Les conclusions sont discutées avec les gouvernements nationaux et des recommandations sont présentées aux ministres de la défense des pays, mais elles ne sont pas adoptées, car elles ne sont pas contraignantes.

* Les États membres qui ne respectent pas leurs engagements peuvent être exclus de la CSP. Tous les pays de l'UE font désormais partie de la CSP, à l'exception de Malte et du Danemark.

Le **Service européen pour l'action extérieure (SEAE)** est une institution de l'UE distincte de la Commission européenne, qui a été créée par le traité de Lisbonne. Il constitue le service diplomatique de l'UE et aide le responsable des affaires étrangères de l'UE (le Haut représentant de l'UE, voir p. 52) à mettre en œuvre la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE. Le SEAE est divisé en directions géographiques et thématiques, ainsi qu'en importants départements de planification et de réaction aux crises de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Son personnel est composé de fonctionnaires de l'UE et de membres des services diplomatiques des États membres.

L'**État-major de l'UE (EMUE)** est la source d'expertise militaire collective au sein du SEAE et conseille le Haut représentant de l'UE (voir p. 52) sur les questions militaires et de sécurité. Il s'occupe d'alerte rapide, d'évaluation des situations et de planification stratégique sur les questions militaires, des missions aux capacités. Sa direction est composée de hauts responsables militaires nationaux (le directeur général de l'EMUE est un général trois étoiles) dont les nominations par le Haut représentant de l'UE sont étroitement surveillées par les États membres de l'UE. La plupart des 200 membres de son personnel sont des experts et des membres du personnel militaires nationaux détachés.

Tout comme pour la **CSP**, les décisions sont entre les mains des **États membres** participants et les parlements (nationaux ou européens) n'ont aucun droit de regard ou de contrôle à ce sujet.

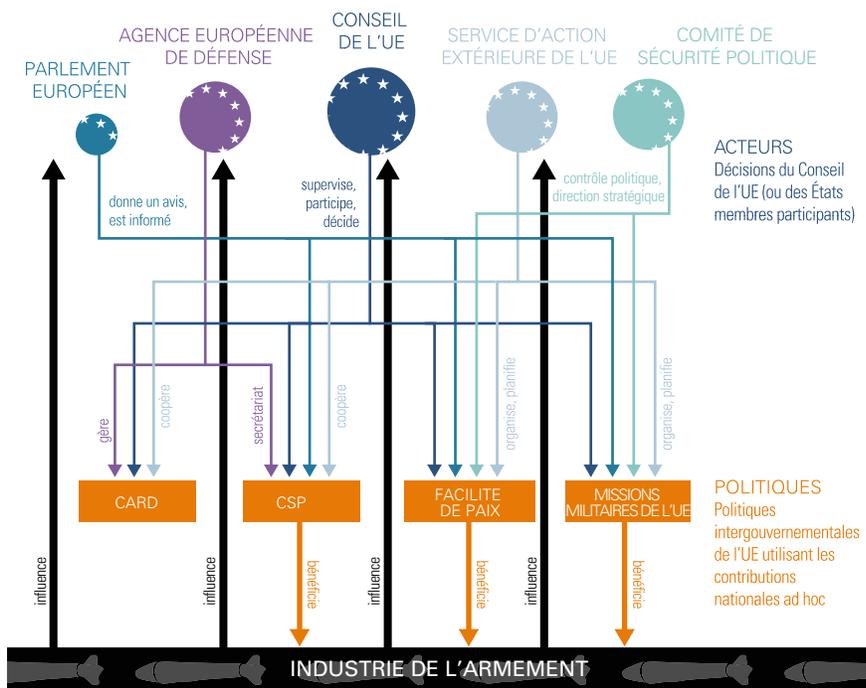
Le vote à la majorité qualifiée profite surtout à la France et à l'Allemagne (et à leurs industries) au détriment des petits États membres. La fonction de secrétariat de la **CSP** est assumée par l'**AED** et le **SEAE**, notamment l'**EMUE**. Ils jouent un rôle important de facilitation, de coordination et d'évaluation.

Bien qu'elle ne soit pas formellement impliquée dans le processus du **CARD** ou dans les décisions de la **CSP**, il est très probable que l'industrie de l'armement

influence de manière significative le rapport et les recommandations du CARD, ainsi que le choix des propositions de projets pour la CSP, étant donné sa relation symbiotique avec les gouvernements nationaux et l'AED. L'industrie est clairement le principal bénéficiaire de ces instruments, en tant que principal fournisseur de la R&D militaire, de la production d'armes et des services nécessaires à la mise en œuvre des projets de la CSP. Une fois de plus, l'industrie est subventionnée par des fonds publics, puisque ces projets sont principalement financés par les États membres participants (et certains projets seront cofinancés par le FED).

POLITIQUES ET ACTEURS DE L'UE: QUI DÉCIDE ET QUI PROFITE DE LA MILITARISATION DE L'UE?

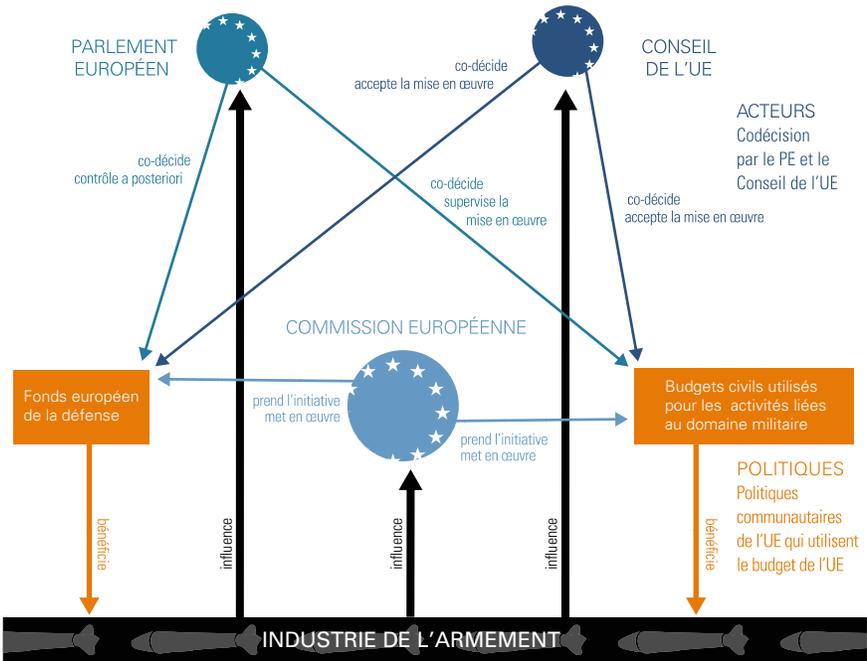
POLITIQUES INTERGOUVERNEMENTALES DE L'UE



Source: élaboration propre

Légende: politiques utilisant des contributions nationales ad hoc et décidées par le Conseil de l'UE ou les États membres participants

POLITIQUES COMMUNAUTAIRES DE L'UE



Source: élaboration propre

Légende: politiques utilisant le budget de l'UE et codécidées par le Parlement européen et le Conseil de l'UE

« CONTRIBUTUER À L'EFFORT DE GUERRE » PAR LE BIAIS DE TOUTES LES POLITIQUES CIVILES

Le plan d'action de la CE en matière de défense de 2016 stipule que « *la Commission encouragera, le cas échéant, les synergies entre les sphères civile et militaire dans les politiques de l'UE* »³⁵ et l'ancien président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a affirmé dans son *discours sur l'état de l'Union* de 2017 que la « défense » était désormais l'un des principaux objectifs de l'UE. Tous les commissaires ont été invités à chercher les moyens de soutenir le complexe militaro-industriel dans leur propre domaine d'action, ce qui a conduit à des financements et des projets concrets dans un large éventail de domaines, y compris des programmes environnementaux. En voici quelques exemples.

Le **Plan d'action sur la mobilité militaire**, lancé en 2018, vise à adapter les infrastructures de transport civiles aux besoins militaires afin de faciliter la mobilité militaire « *dans l'UE et au-delà* », à la fois pour les missions et les opérations de l'UE, mais aussi pour les « *activités nationales et internationales* »³⁶, c'est-à-dire pour répondre aux exigences de l'OTAN. À cette fin, en plus d'un budget dédié de 1,7 milliard d'euros, d'autres lignes budgétaires telles que les Fonds structurels et le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (l'instrument financier de la politique civile des transports de l'UE) sont détournées pour rendre les ponts sûrs pour les chars, par exemple. Pendant ce temps, aucun financement n'est mis à disposition pour réparer les infrastructures publiques délabrées dans les zones défavorisées.

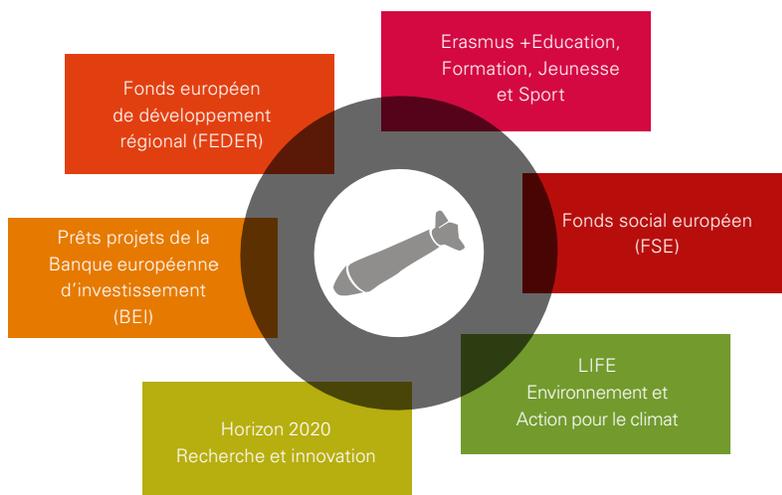
Les compétences pour le secteur de la défense constituent une autre priorité essentielle, visant à remédier à la pénurie de compétences dans l'industrie de l'armement et à la rendre plus attrayante pour la jeunesse européenne hautement qualifiée et éduquée.³⁷ De nombreux fonds tels que le Fonds régional, les programmes de soutien aux PME et même le programme Erasmus + sont désormais ouverts à l'industrie militaire et aux centres de recherche connexes afin de conserver une main-d'œuvre qualifiée et d'acquérir de nouveaux talents.

Horizon Europe, un programme de recherche européen bien financé qui finance la recherche sur la sécurité civile depuis 15 ans, sera désormais ouvert à la recherche sur la technologie à double usage, en particulier sur les technologies émergentes clés dont les objectifs sont à la fois civils et militaires, à condition que les projets ne se concentrent pas « exclusivement » sur la dimension militaire.

La **politique spatiale** n'a pas été laissée de côté et est désormais considérée comme un « *catalyseur essentiel de la sécurité et de la défense* ». ³⁸ Une autre ligne rouge séparant le domaine civil du domaine militaire a été franchie, comme l'illustre la création de la DG DEFIS. La recherche de synergies entre l'espace et la défense, comme le développement d'utilisations militaires de programmes tels que Galileo ou Copernicus, est désormais une priorité et il existe un énorme potentiel de possibilités de financement pour l'industrie aérospatiale et de la défense, par le biais des 8 milliards d'euros du Fonds de défense et des 13 milliards d'euros du programme spatial.

Ce qui est plus inattendu, c'est que la Commission a commencé à **militariser sa politique d'aide extérieure**, notamment en finançant la constitution et le renforcement des capacités militaires et de sécurité des forces armées et des forces de sécurité dans les pays tiers. Cela inclut la livraison de biens militaires (à l'exception des armes, munitions et biens létaux) par le biais du programme CBSD (100 millions d'euros pour la période 2018–2020) et du nouveau programme d'aide extérieure (IVDCI – Europe dans le monde) qui débutera en 2021 (voir chapitre 5).

EXEMPLES DE FONDS EUROPÉENS ACCESSIBLES À L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT



QUI PREND LES DÉCISIONS ET À QUI PROFITE LE CHANGEMENT DE PARADIGME?

L'utilisation de fonds communautaires à des fins militaires a d'abord été initiée par la **Commission européenne**, notamment sous l'impulsion de son président Jean-Claude Juncker, visant ouvertement une Union de la défense à l'horizon 2025. C'est sous son mandat que de nombreuses propositions concrètes ont été mises sur la table, même si des précurseurs ont ouvert la voie au cours de la décennie précédente.

Les négociations et les décisions finales d'accepter ou de rejeter ces propositions ont été prises par une majorité de **parlementaires européens (PE)** et **d'États membres (Conseil)**, qui se partagent le pouvoir législatif sur toutes les politiques communautaires. Bien que le vote à la majorité soit logique pour les politiques communautaires bien établies, on peut se demander si les décisions qui brisent des lignes rouges historiques et pourraient même être illégales devraient suivre la même procédure, ce qui revient à écarter les petits pays et les voix minoritaires.

Cette approche est également contestable au vu de l'influence excessive de **l'industrie de l'armement** sur la Commission et les décideurs. De nombreux acteurs du secteur de l'aérospatiale et de la défense sont également actifs dans des domaines civils tels que l'aviation, l'espace ou la sécurité civile et, à ce titre, bénéficient déjà d'un financement substantiel de l'UE et de liens étroits avec la Commission européenne et les décideurs. Ce n'était manifestement qu'une question de temps avant que l'industrie de l'armement ne commence à utiliser ces canaux privilégiés pour repousser les limites. Même dans le domaine de l'aide extérieure, le programme CBSD est largement basé sur des propositions faites en juin 2016 par l'ASD, qui était à la recherche d'opportunités commerciales dans des domaines inexploités.³⁹ Ces mêmes acteurs vont maintenant bénéficier grandement de toutes ces nouvelles opportunités de financement et de ce qui s'apparente essentiellement à des subventions déguisées pour les exportations.

Il est impossible de savoir combien d'argent des programmes non militaires de l'UE va, ou ira, à l'industrie de l'armement: à part les 100 millions d'euros pour le CBSD en 2018–2020 et les 1,7 milliard d'euros pour la mobilité militaire en 2021–2027, il n'y a pas d'allocations spécifiques pour le secteur militaire, ce qui signifie qu'il n'y a pas non plus de plafond. Ce n'est qu'une fois les programmes achevés, et après des recherches complexes, qu'il sera possible d'estimer quelle part du budget communautaire de l'UE aura contribué à la croissance des dépenses militaires. L'adoption récente du plan d'action de la CE sur les synergies entre les industries civiles, de défense et spatiales⁴⁰ a fait passer les choses à un autre niveau. Il s'agit d'une nouvelle illustration du projet politique en cours en arrière-plan, qui demande à tous

les secteurs de la société de contribuer à « l'effort de guerre » comme réponse aux grands défis auxquels nous serons confrontés à l'avenir.

MENER LES INTERVENTIONS MILITAIRES À L'ÉTRANGER

LES GROUPEMENTS TACTIQUES DE L'UE, UNE ARMÉE EMBRYONNAIRE RATÉE?

Les groupements tactiques de l'UE sont des unités militaires multinationales*, comprenant chacune 1 500 soldats, destinées à être déployées rapidement en cas de crises et de conflits émergents dans le monde. Deux groupements tactiques sont toujours en réserve pour une période de six mois, sur une base rotative. Leur déploiement est soumis à une décision unanime du **Conseil de l'UE**. Ils sont pleinement opérationnels depuis 2007, mais n'ont jamais été déployés pour des raisons politiques et financières. Toutefois, la Facilité européenne de soutien à la paix récemment adoptée (voir ci-dessous) pourrait faciliter leur financement et leur déploiement.

CELA N'A PAS EMPÊCHÉ LES MISSIONS MILITAIRES DE L'UE DE SE PRODUIRE

La PSDC permet à l'UE de déployer des missions et des opérations civiles et militaires à l'étranger. Depuis 2003, l'UE a mené 36 missions de ce type (dont 12 officiellement considérées comme militaires). Actuellement, 17 missions sont en cours (impliquant 5 000 militaires et civils) et six sont entièrement ou partiellement militaires selon l'UE. Les tâches des missions de la PSDC vont de la prévention des conflits et du maintien de la paix à la gestion des crises, en passant par l'assistance et la formation, l'aide humanitaire, le sauvetage et la stabilisation post-conflit. Les missions militaires actuelles se concentrent sur les aspects militaires de l'accord de paix de Dayton (Althéa/Bosnie-Herzégovine), le conseil, la formation et l'encadrement des forces militaires (mission EUTM Mali, République centrafricaine, Somalie), et la sécurité maritime (EUNAVFOR Somalie et MED IRINI, le successeur de l'opération Sophia) (voir carte des missions actuelles de l'UE ayant une dimension militaire et/ou de contrôle des frontières p. 53)

La décision formelle de mener une mission ou une opération doit être prise à l'unanimité des États membres (en format **Conseil de l'UE**) et faire suite à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies ou à une demande du pays concerné. Toutefois, les travaux préparatoires et la planification stratégique et opérationnelle sont effectués par le **Comité politique et de sécurité (COPS)**, le **Comité militaire de l'UE (CMUE)** et l'**EMUE**.

* Les groupements tactiques sont principalement constitués de troupes des États membres de l'UE, mais peuvent également inclure des pays non membres de l'UE, comme les groupements tactiques nordiques qui incluent la Norvège.

Le **Comité politique et de sécurité (COPS)** est le principal organe qui aide les États membres à élaborer des positions communes en matière de politique étrangère et à prendre des décisions sur les questions de sécurité et de défense communes. Il a pour mission de suivre la situation internationale, de recommander au Conseil des approches stratégiques et des options politiques, de surveiller la mise en œuvre des décisions prises et d'assurer le contrôle politique et la direction stratégique des opérations de gestion de crise (missions civiles et militaires), sous la supervision du Conseil et du HR/VP. En résumé, le COPS joue un rôle central dans tous les aspects de la PESC et de la PSDC de l'UE et constitue le principal lieu de négociation et de préparation des décisions sur ces questions. Le COPS est composé des ambassadeurs des États membres basés à Bruxelles et d'experts en matière de politique étrangère et de sécurité.

50 /

La **MPCC** a été créée en 2017 et sert d'état-major opérationnel permanent: elle est responsable de la conduite opérationnelle de toutes les missions militaires à mandat non exécutif, notamment les missions d'entraînement (EUTM). Elle fait partie de l'EMUE au sein du SEAE. Le directeur de la MPCC est le chef de l'EMUE, qui fait office de commandant de la mission à ce titre. La MPCC est composée d'une trentaine de membres du personnel, issus pour la plupart de l'EMUE, ou spécifiquement délégués par les États membres.

Le **Comité militaire de l'UE (CMUE)** est la plus haute instance militaire mise en place au sein du Conseil. Il dirige toutes les activités militaires dans le cadre de l'UE, en particulier la planification et l'exécution des missions et opérations militaires dans le cadre de la PSDC et le développement des capacités militaires. Il donne des avis militaires au COPS et formule des recommandations sur les questions militaires. Le CMUE est composé des chefs d'état-major de la défense des États membres, qui sont régulièrement représentés par leurs représentants militaires permanents basés dans les représentations permanentes nationales de Bruxelles.

Une fois la mission lancée, le contrôle politique et la direction stratégique relèvent du COPS, sous l'autorité du **Conseil** et du **Haut représentant de l'UE**, tandis que les aspects organisationnels sont gérés par l'**organe de planification militaire (MPCC)**, sous la direction du **directeur de l'EMUE**, mais uniquement pour les missions non exécutives (c'est-à-dire n'ayant qu'un rôle de conseil). Les opérations militaires exécutives, en revanche, sont mandatées pour mener des actions à la place du pays hôte, y compris des opérations de combat, et disposent d'un quartier général ad hoc basé dans le pays chef de file de l'UE.

La majorité des moyens et du personnel nécessaires sont fournis par les États membres (parfois par des pays partenaires non membres de l'UE ou des alliés de l'OTAN). Les missions militaires ne peuvent pas être financées par le budget de l'UE et sont couvertes par les États membres par le biais du mécanisme Athena, qui sera bientôt remplacé par la Facilité européenne pour la paix (EPF). Les coûts communs sont payés par tous les États membres* et représentent actuellement environ 5 à 10 % des coûts réels d'une mission, mais ce ratio pourrait augmenter dans le cadre de la nouvelle Facilité. Le reste est couvert uniquement par les États membres participant à la mission.

UNE PRÉTENDUE « FACILITÉ POUR LA PAIX » POUR FACILITER LES OPÉRATIONS MILITAIRES ET SUBVENTIONNER LES EXPORTATIONS D'ARMES

« Nous avons besoin de fusils, d'armes, de capacités militaires et c'est ce que nous allons contribuer à fournir à nos amis africains, car leur sécurité est notre sécurité. »

Josep Borrell, Haut représentant de l'UE lors de la 10^e réunion Commission de l'Union africaine-Commission européenne, 27 février 2020

Approuvée par consensus en décembre 2020 par les **États membres de l'UE**, l'EPF s'appuie sur les mécanismes existants (la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique et le mécanisme Athena) mais permet à l'UE de passer outre les limitations géographiques et thématiques actuelles. Avec un budget prévu de plus de 5 milliards d'euros (2021–2027) provenant de contributions nationales directes**, l'objectif est d'augmenter les coûts communs jusqu'à 30–40 % (en d'autres termes, faire en sorte que tous les États membres de l'UE – à l'exception du Danemark – contribuent davantage aux missions militaires et à la livraison d'armes) et de faciliter les missions militaires.

* Sauf le Danemark, qui a choisi de ne pas participer à la PSDC de l'UE et ne doit pas contribuer aux missions militaires.

** Les contributions nationales sont calculées sur la base des PIB nationaux respectifs.

L'EPF est une politique intergouvernementale de l'UE, ce qui signifie qu'elle n'est pas couverte par le budget de l'UE et échappe au contrôle parlementaire (tant national qu'europpéen).

Le **Conseil** ou le **COPS** décide à l'unanimité quelles actions doivent être financées par la Facilité, et celles-ci sont mises en œuvre par le **Haut représentant de l'UE** et les services compétents du **SEAE**.

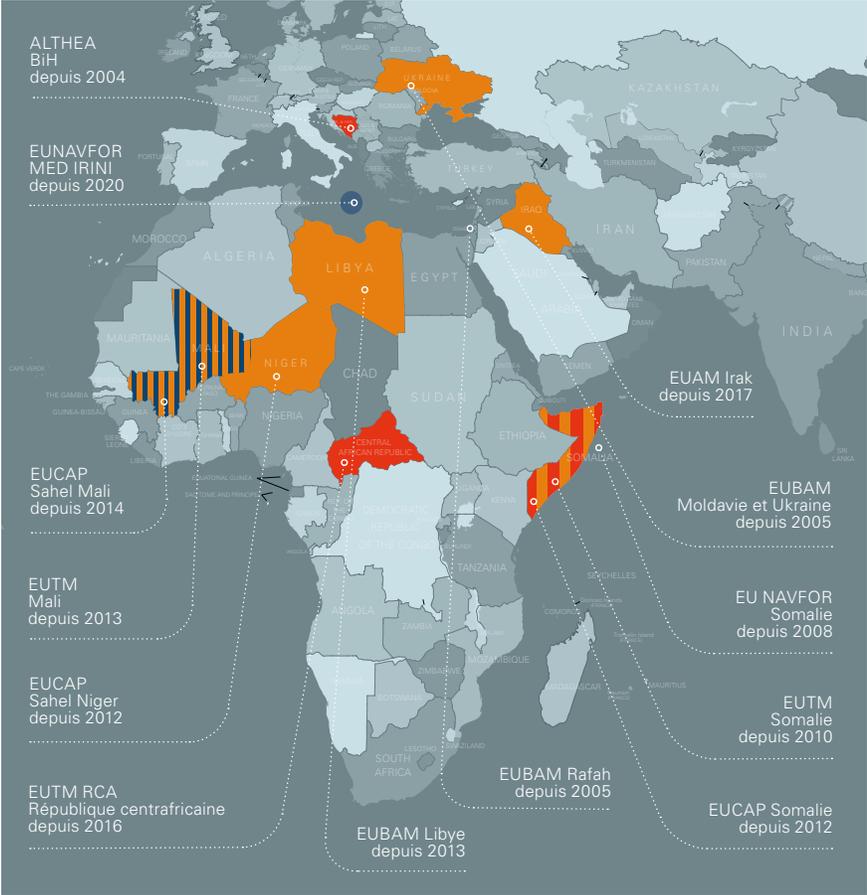
Le poste de **Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR/VP UE)**, créé en 1999 par le traité d'Amsterdam, englobe trois fonctions: la représentation diplomatique extérieure de l'UE, la présidence du Conseil des ministres des affaires étrangères (et de la défense) et la vice-présidence de la Commission européenne afin de coordonner l'action extérieure de l'UE. Le Haut représentant est donc le diplomate en chef de l'UE, il dirige tous les départements du SEAE ainsi que l'Agence européenne de la défense, sous la supervision du Conseil. L'actuel HR/VP de l'UE, Josep Borrell, a succédé à Federica Mogherini en 2019. Le HR/VP de l'UE est nommé par le Conseil, c'est à dire par les États membres.

52 /

La Facilité européenne pour la paix sera gérée par un comité composé de représentants des États membres, en charge notamment de ses budgets et ses comptes.

Autre innovation majeure de l'EPF: son intention de « *fournir un soutien global par le biais de paquets intégrés, qui peuvent inclure la formation, l'équipement et d'autres moyens de soutien* ». ⁴¹ En pratique, cela signifie que l'EPF financera la livraison d'équipement militaire, y compris des munitions et des armes létales (qui ne peuvent pas être financées par le budget de l'UE) aux États déjà confrontés à des tensions ou à des conflits internes. Cela équivaut à des subventions déguisées pour les exportations d'armes qui profiteront aux fabricants d'armes européens, les aidant à gagner des parts de marché dans les pays pauvres qui pourraient être tentés par des équipements moins chers en provenance de Chine ou de Russie. Sans compter que la violence dans les pays fragiles sera encore exacerbée dans les endroits où l'état de droit, même minimal, est inexistant (voir chapitre 5).

MISSIONS ACTUELLES DE L'UE AYANT UNE DIMENSION MILITAIRE ET/OU DE CONTRÔLE DES FRONTIÈRES



- Missions civiles/policières visant la migration
- Missions militaires NE visant PAS la migration
- Missions militaires ET visant la migration

Source: Service européen pour l'action extérieure / Centre Delàs

MISSIONS ACTUELLES DE L'UE AYANT UNE DIMENSION MILITAIRE ET/OU DE CONTRÔLE DES FRONTIÈRES

MISSIONS DE L'UE À L'ÉTRANGER EN 2020	ENTIÈREMENT OU PAR-TIELLEMENT MILITAIRES?	ACTIVITÉS LIÉES À LA MIGRATION
ALTHEA/BiH	Militaire et civil	
EUCAP Sahel Mali	NON	Renforcer les capacités de gestion des frontières.
EUTM-Mali	Militaire	S'attaquer au trafic illégal, notamment d'êtres humains.
EUTM RCA	Militaire et civil	
EU NAVFOR Somalie	Militaire	
EUCAP Somalie	NON	Soutenir le développement des garde-côtes et de la police maritime dans et autour des principaux ports somaliens.
EUTM Somalie	Militaire	
EUAM Iraq	NON	Lutter contre le crime organisé, en particulier en ce qui concerne la gestion des frontières
EUBAM Libya	NON	Renforcer la sécurité le long des frontières du pays.
EUBAM Rafah	NON	Prendre en compte les préoccupations d'Israël en matière de sécurité et garantir la liberté de mouvement des 1,5 million de Palestiniens vivant dans la bande de Gaza.
EUCAP Sahel Niger	NON	Soutenir les acteurs de la sécurité dans leur capacité à contrôler les flux migratoires et à lutter contre la migration irrégulière.
EUNAVFOR MED IRINI	Militaire	Perturber le modèle économique des réseaux de trafic et de traite des êtres humains..
EUBAM Moldavie et Ukraine	NON	Assurer la mise en œuvre complète des pratiques de gestion intégrée des frontières (GIF) à la frontière Moldavie-Ukraine.

LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES DE L'UE

Si l'accord de Schengen de 1985 a ouvert la voie à la libre circulation intérieure des personnes avec des contrôles accrus aux frontières extérieures, le début de ce que l'on a appelé la « crise des réfugiés » en 2015 a été le moment où l'UE et ses États membres ont commencé à renforcer et à militariser rapidement la sécurité des frontières.

QUELLES SONT LES PRINCIPALES POLITIQUES FRONTALIÈRES ET COMMENT LES FRONTIÈRES SONT-ELLES MILITARISÉES?

La construction de **murs frontaliers pour des raisons migratoires** est une politique qui est allée en se développant avec la consolidation de la sécuritisation. À ce jour, neuf des 27 États membres de l'UE ont érigé des murs à leurs frontières pour empêcher l'entrée des migrants*, tout comme la Norvège, membre de l'espace Schengen, mais non de l'UE.

Un autre élément à prendre en compte est le développement de **l'agence de contrôle des frontières Frontex**, qui utilise les mêmes mesures de sécurité et militaires pour bloquer les personnes qui migrent ou cherchent refuge que pour intercepter les criminels impliqués dans la contrebande, le trafic de drogue et d'autres crimes. Elle mène des opérations conjointes aux frontières considérées comme soumises à une « pression migratoire exceptionnelle » (y compris les opérations maritimes) et coordonne les opérations conjointes de retour.

/ 55

À l'heure actuelle, **Frontex** compte quelques centaines de personnes, mais elle emploiera 10 000 gardes-frontières/côtes d'ici 2027. Elle prévoit également d'acheter ou de louer directement ses propres équipements au lieu d'être équipée par les États membres et d'armer ses gardes-frontières, bien que ce projet fasse encore l'objet de discussions juridiques.⁴²

* Il s'agit de l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, la Bulgarie, l'Autriche, la Slovaquie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

Frontex est l'agence de contrôle des frontières de l'UE. Elle a son siège à Varsovie et a été créée en 2004 après une décision du **Conseil** et du **Parlement de l'UE**. Elle fournit une formation et une assistance opérationnelle aux pays européens, se tient au courant des derniers développements en matière de surveillance des frontières, de contrôle et de technologies de gestion de l'information, et sert d'interface avec l'industrie de la sécurité et les centres de recherche. En 2020, Frontex s'est vu attribuer un budget de 5,6 milliards d'euros, le plus important de toutes les agences de l'UE.

La dernière étape en date est l'**externalisation des frontières**, qui a récemment été rendue « officielle » avec l'introduction de la migration comme objectif principal de l'aide extérieure de l'UE (voir chapitre 5), mais qui était en fait déjà en cours par le biais de projets concrets.

Depuis sa création, **Frontex** a signé au moins 20 accords de travail avec des pays tiers en Europe et au-delà, notamment des pays limitrophes de l'UE comme la Turquie et les Balkans occidentaux, ainsi que des pays africains comme le Nigeria et le Cap-Vert. Ces accords permettent une coopération dans différents domaines, allant de l'échange d'informations et de l'analyse des risques à la formation, la recherche et la coopération opérationnelle.

56 /

En outre, un nombre important d'opérations extérieures de l'UE (sept sur 18 en 2020) sont au moins partiellement destinées à contrôler, surveiller et intercepter les flux migratoires, ainsi qu'à renforcer le contrôle des frontières (voir la carte à la page 53).

Un exemple illustratif est la mission d'assistance frontalière de l'Union européenne en Libye (EUBAM Libya) lancée en 2013 « pour soutenir la capacité des autorités libyennes à renforcer la sécurité de leurs frontières terrestres, maritimes et aériennes ». ⁴³ L'UE a également alloué 57 millions d'euros depuis 2015 à l'augmentation de la capacité opérationnelle des garde-côtes et de la marine libyens par le biais de formations et d'équipements, notamment des véhicules terrestres et des bateaux. Depuis décembre 2018, EUBAM Libya a également pour objectif de « soutenir les autorités libyennes dans leurs efforts pour démanteler les réseaux criminels organisés impliqués notamment dans le trafic de migrants, la traite des êtres humains et le terrorisme ». ⁴⁴

En effet, la lutte contre les groupes mafieux impliqués dans les routes migratoires illégales est toujours utilisée pour justifier cette approche. Cependant, dans la pratique, plus le voyage des migrants est difficile, plus ces trafiquants d'êtres humains s'enrichissent. Le véritable objectif est de maintenir les migrants hors du territoire européen.

LE RÔLE DE L'INDUSTRIE DE LA SÉCURITÉ

Le discours sous-jacent, à savoir que la migration est avant tout une menace pour la sécurité de l'Europe, a été poussé avec succès par l'industrie de la sécurité. Depuis 2010, ce secteur fait également pression pour que l'agence soit moins dépendante des États membres, notamment en ce qui concerne ses propres équipements. Ses canaux d'influence sont similaires à ceux décrits dans le domaine militaire, des réunions bilatérales aux forums consultatifs et aux rassemblements annuels; autant d'occasions « *de façonner l'approche de Frontex en matière de contrôle des frontières et de promouvoir des « solutions » basées sur des solutions techniques* ». ⁴⁵

Frontex nie être une cible pour les lobbyistes et avoir des normes médiocres en matière de transparence et de responsabilité, mais « *en même temps, [elle] ouvre grand ses portes pour les lobbyistes d'entreprise qui vendent des solutions de défense et de surveillance qui ont des implications majeures en matière de droits de l'homme, [tandis que] les groupes qui travaillent à la défense des droits de l'homme sont laissés sur le banc de touche* ». ⁴⁶

/ 57

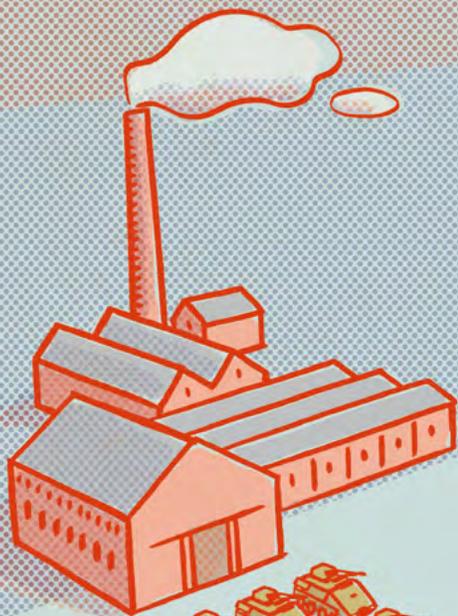
« Il n'est pas surprenant qu'il y ait un chevauchement important entre les entreprises qui font directement du lobbying auprès de Frontex et celles qui bénéficient des marchés publics de l'UE pour la construction des murs de l'Europe, tant physiques que virtuels. »

Rapport du Corporate Europe Observatory, « Lobbying Fortress Europe », février 2021

Bon nombre des principales entreprises de ce secteur, dont Airbus, Leonardo et Thales, ont également été de grands exportateurs d'armes au Moyen-Orient et en Afrique, alimentant les raisons pour lesquelles les gens sont contraints de fuir en premier lieu.

**LE CADRE DE LA
MILITARISATION:
LE DISCOURS
ÉCONOMIQUE ET
POURQUOI IL EST
ERRONÉ**

4



« Les États membres conservent leur souveraineté dans leurs décisions relevant du domaine de la défense: néanmoins, pour acquérir et maintenir bon nombre de ces capacités, la coopération en matière de défense doit devenir la norme. L'UE encouragera systématiquement la coopération en matière de défense et s'efforcera de créer une solide industrie européenne de la défense, laquelle est essentielle pour garantir l'autonomie de décision et d'action de l'Europe. »

Stratégie globale de l'UE, 2016, p. 11

Selon l'AED, l'industrie de l'armement « apporte des avantages économiques, des emplois et stimule la recherche ». ⁴⁷ L'ASD affirme qu'il s'agit d' « un pilier majeur de l'économie européenne [...] jouant un rôle crucial dans la conduite de l'innovation mondiale et la création d'emplois hautement qualifiés ». ⁴⁸

Tout cela doit sembler bien pour beaucoup, mais quels sont les faits? L'industrie militaire et spatiale est un élément relativement peu important de l'économie de l'UE, puisqu'elle ne représentait que 485 000 emplois en 2019. ⁴⁹

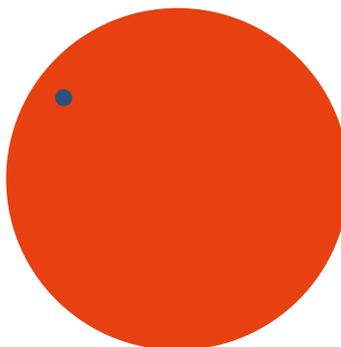
Ce chiffre (provenant du secteur de la défense et de l'espace) est très probablement une surestimation, les sous-fournisseurs (civils) et les producteurs à double usage ayant été ajoutés au total de la défense. En revanche, 32 931 300 personnes ⁵⁰ étaient employées dans le secteur manufacturier de l'UE en 2019. La pertinence économique du secteur de la défense est donc limitée. La création d'une DG DEFIS spécifique sous l'autorité du commissaire au marché intérieur ⁵¹ en 2020 était clairement motivée par des raisons politiques, et non économiques.

60 /

UNE PART MINUSCULE DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

Emplois dans le secteur manufacturier
en Europe 98.6 %

Emplois dans la défense
1.4 %



Légende: Représentation du pourcentage de l'économie des entreprises non financières de l'UE en 2019.

Source: ASD / Eurostat

CONCERNANT L'EMPLOI, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION

La majorité des personnes employées par l'industrie militaire sont des hommes très qualifiés; il n'y a pas de pénurie d'emplois pour ces professionnels. Les travailleurs qualifiés pour les nouveaux projets de recherche et de technologie devront être attirés du secteur civil vers la production militaire, même si beaucoup ne se sentiront pas à l'aise dans la production d'armes.⁵² En général, les nouveaux projets de haute technologie n'augmenteront pas le nombre total d'emplois mais entraîneront plutôt une pénurie de personnel dans d'autres secteurs.⁵³

Le domaine militaire n'est pas non plus le meilleur secteur technologique pour la création d'emplois. Une étude britannique montre qu'il serait plus judicieux d'investir dans la R&D en matière d'énergies renouvelables, comme l'éolien offshore et l'énergie marine; davantage d'emplois pourraient être créés dans ces domaines.⁵⁴ Une méta-étude réalisée en 2008 sur l'impact global sur la croissance économique des investissements dans la production militaire a révélé que l'effet était neutre à négatif.⁵⁵ Les statistiques américaines montrent que les dépenses fédérales en matière de soins de santé, d'éducation, d'énergie propre et d'infrastructures créent plus d'emplois que les investissements dans le domaine militaire et que les dépenses civiles dépassent généralement les dépenses militaires en matière de création d'emplois, de 21 % (pour le développement de l'énergie éolienne) à 178 % (pour l'enseignement primaire et secondaire, où, soit dit en passant, elles créeront plus d'emplois pour les femmes).⁵⁶

La contribution innovante de l'industrie militaire est également limitée. Il n'y a pas autant de « retombées » ou de « spill over » de la R&D de la défense dans le secteur civil que l'inverse. Les nouvelles technologies qui sont des projets de prédilection pour le FED ou la CSP (par exemple, l'intelligence artificielle (IA), les technologies de rupture, les métamatériaux) sont souvent des innovations civiles commerciales qui doivent être adaptées et traduites en systèmes militaires par les entreprises d'armement, et qui doivent passer outre les protestations de la société civile motivées par des considérations éthiques, par exemple contre les armes autonomes et l'utilisation de l'IA dans les armements.

SOUS-DÉPENSE OU SURDÉPENSE?

« Si nous voulons – sans militariser l’Union européenne – multiplier par 20 les dépenses en matière de défense, nous devons nous décider rapidement. »

Jean-Claude Juncker, président de la CE,
discours sur l’état de l’Union, septembre 2018

Les dépenses de défense de l’UE sont en hausse depuis 2015. En 2019, le total des dépenses de défense des 27 membres de l’AED (tous les pays de l’UE à l’exception du Danemark) s’est élevé à 186 milliards d’euros, marquant une augmentation de 5 % par rapport à 2018.⁵⁷ Les investissements dans les nouvelles armes et les technologies militaires ont également connu une hausse significative: les États membres de l’UE ont dépensé 41,4 milliards d’euros pour l’acquisition d’équipements et la R&D.

Les pays de l’UE sont soumis à une forte pression pour dépenser davantage en armement, principalement en raison des engagements pris dans le cadre de la CSP (voir chapitre 3), mais aussi de l’OTAN.* Selon les responsables de l’OTAN, l’Europe agit comme un parasite et ne contribue pas à sa « juste part » aux dépenses militaires de l’OTAN par rapport aux États-Unis. Mais pourquoi les dépenses de défense américaines devraient-elles être la référence européenne? Les dépenses devraient être fondées sur les besoins, et non sur une norme de dépenses de l’OTAN de 2 % du PIB pour la défense, qui est fixée de manière aléatoire sans lien avec une quelconque analyse de la menace.

62 /

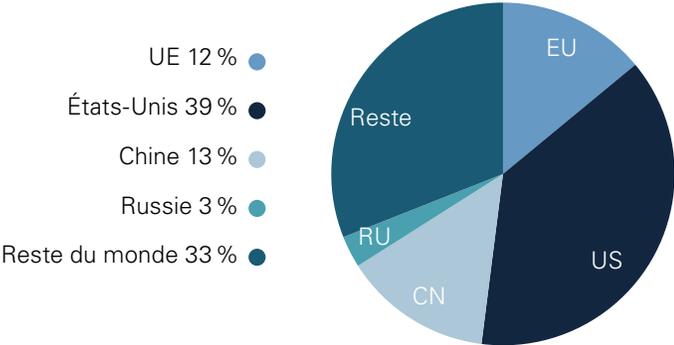
Avec 778 milliards de dollars, les États-Unis sont responsables d’un tiers de l’ensemble des dépenses militaires mondiales (39 % en 2020), au bénéfice énorme de leur industrie de l’armement. Ce chiffre est extrêmement élevé si on le compare au deuxième plus grand dépensier, la Chine, dont les dépenses militaires sont estimées à 252 milliards de dollars en 2020, ou même à la Russie, dont les dépenses militaires s’élèvent à seulement 61,7 milliards de dollars la même année.⁵⁸

Avec un budget de base du Pentagone de 740 milliards de dollars pour l’année fiscale 2021 (soit une augmentation de 48,2 milliards de dollars depuis la dernière année de présidence d’Obama) et un bilan stupéfiant de décès imputables à la COVID-19 (touchant de manière disproportionnée les noirs américains), les dépenses militaires élevées des États-Unis ne mettent pas les citoyens américains plus en sécurité. Alors qu’ils consacrent une telle part de leur budget à

* Les membres de l’OTAN ont accepté de manière informelle d’augmenter leurs dépenses militaires nationales jusqu’à 2 % du PIB.

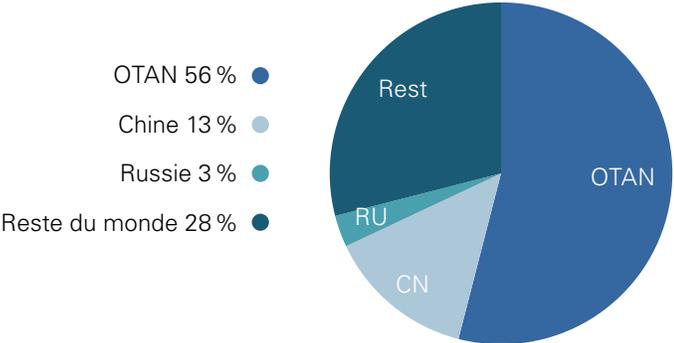
l'armement, les États-Unis échouent terriblement en matière de sécurité humaine, de sécurité alimentaire, de santé et d'éducation.

DÉPENSES MILITAIRES DE L'UE PAR RAPPORT AU RESTE DU MONDE (2020)



Source: Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), Base de données sur les dépenses militaires mondiales

DÉPENSES MILITAIRES DE L'OTAN EN PROPORTION DU RESTE DU MONDE (2020)



Source: Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), Base de données sur les dépenses militaires mondiales

RÉDUCTION DES COÛTS GRÂCE AUX INITIATIVES DE DÉFENSE DE L'UE?

L'industrie européenne de l'armement est confrontée à la concurrence féroce de son homologue américaine, qui bénéficie d'un énorme avantage d'échelle grâce à un marché intérieur beaucoup plus important et à un Pentagone financièrement généreux. Les investissements en R&D, relativement élevés dans le secteur militaire, et en production peuvent être rentabilisés plus facilement.

Il existe également des marchés d'exportation, qui sont cruciaux pour l'industrie militaire européenne afin de compenser les petits marchés nationaux; c'est pourquoi la nécessité d'augmenter la production et de récupérer les investissements est un moteur du commerce international des armes.

Selon un rapport de McKinsey de 2013 sur l'avenir de la défense européenne, basé sur les chiffres de l'AED, l'Europe pourrait économiser jusqu'à 31 % grâce à des achats conjoints de biens et de services militaires. La Commission européenne tente de stimuler les achats communs de défense de l'UE* par le biais d'initiatives telles que le Fonds de défense, affirmant que le manque de coopération en matière de défense et de sécurité coûte aux États membres entre 25 et 100 milliards d'euros⁵⁹ par an.

64 /

Si les initiatives de défense de l'UE sont censées réduire les coûts, elles n'y sont jusqu'à présent pas parvenues: le budget de 8 milliards d'euros du FED s'ajoute aux budgets de défense nationaux actuels, les engagements de la CSP incluent une augmentation des dépenses militaires, et les structures militaires de l'UE ne remplaceront pas les structures nationales ou de l'OTAN existantes mais existeront plutôt en parallèle.

La duplication des systèmes est identifiée comme un important multiplicateur de coûts. Plusieurs entreprises d'armement basées en Europe produisent le même type d'équipement, ce qui constitue une duplication des investissements en R&D. C'est pourquoi les projets du FED exigent la coopération d'au moins trois entreprises de deux États membres différents.

Cependant, la duplication de la production européenne n'est pas la seule raison de la grande variété d'équipements en Europe. Prenons l'exemple des avions de combat: les États-Unis ont 11 types d'avions de combat en service, tandis que les

* La directive européenne de 2009 sur les marchés publics de la défense, destinée à faciliter l'acquisition conjointe d'équipements de défense par les États membres, a eu un impact très limité, en raison du manque de volonté des États membres.

États membres de l'UE en ont au total 19 types différents. Il ne s'agit toutefois pas uniquement de modèles concurrents construits par l'UE, mais également de trois types d'avions russes hérités de la guerre froide et de sept types d'avions de combat américains.⁶⁰ Quatre pays européens ont récemment décidé d'acheter de nouveaux avions de combat américains F-35 et l'Allemagne envisage d'utiliser le F/A-18 américain. Le choix des avions de combat américains contraste avec le désir exprimé par les Européens de se doter d'une aéronautique militaire. Si même leurs propres gouvernements ne sont pas disposés à acheter leurs systèmes, quelles sont les chances des producteurs d'armes européens sur le marché international concurrentiel des armes?

Il n'est pas surprenant que dans sa réponse initiale aux plans de défense de la CE en 2016, l'ASD ait insisté sur la nécessité d'une garantie « client de lancement » à un stade précoce. Il s'agit de garantir aux fabricants d'armes que leurs nouveaux systèmes d'armes entreront sur le marché par le biais des forces armées de leur propre pays, qui s'engagent à les acheter, avant même que lesdits systèmes ne soient entièrement développés. Grâce au lobbying de l'industrie, cet engagement fait désormais partie des critères d'éligibilité du Fonds de défense.

RETOUR SUR INVESTISSEMENT ET PROTECTION DES CHAMPIONS NATIONAUX

En stimulant la coopération intereuropéenne en matière de R&D et de marchés publics communs, la Commission espère faire baisser les prix unitaires de R&D et de production. Mais cela nécessiterait des choix drastiques pour réduire les doublons industriels, comme la fermeture d'entreprises ou d'usines superflues, ainsi que la sélection d'un type d'équipement plutôt qu'un autre dans les armées européennes. Dans la pratique, les choses ne vont pas dans ce sens. Par exemple, deux nouveaux projets d'avions de combat ambitieux, coûteux et concurrents sont déjà en cours en Europe. L'Allemagne, la France et l'Espagne⁶¹ (Airbus, Thales, Dassault et Indra) développent un système de combat aérien futur (FCAS) qui sera capable d'escorter les bombardiers et comprend des avions de combat ainsi que des drones en essaim et des systèmes de communication intégrés. Certains éléments de ce projet pourraient être financés par le FED. Dans le même temps, le Royaume-Uni (BAE systems et Rolls-Royce) et l'Italie (Leonardo), récemment rejoints par la Suède (Saab), développent l'avion de combat Tempest.⁶²

66 /

Bien que les projets du FED et de la CSP exigent une coopération entre les industries de différents pays de l'UE, aucune disposition n'est prévue pour garantir que les différences entre les entreprises concurrentes des pays participants seront abordées. Éric Trappier, PDG de Dassault, décrit l'objectif du FCAS comme étant « *d'assurer la souveraineté européenne, l'autonomie stratégique et le leadership technologique de l'Europe dans le secteur de l'aviation militaire à long terme* »⁶³, mais les experts se demandent si des cultures industrielles et des exigences militaires différentes aboutiront à une coopération efficace.⁶⁴ En effet, une bataille fait déjà rage dans le cadre du projet FCAS entre la France et l'Allemagne, cette dernière affirmant que le projet favorise largement l'industrie française, tandis que le syndicat allemand IG Metall appelle à un rééquilibrage de la division du travail (et donc des emplois).⁶⁵

Des cultures d'entreprise incompatibles et le fait de favoriser ses propres industries nationales ont entraîné par le passé de nombreux retards et dépassements de coûts dans les projets internationaux. Les décisions relatives à la production d'armes communes sont souvent prises en fonction de choix politiques (comme l'emploi ou l'indépendance stratégique), et non de l'efficacité. Les doubles emplois ne seront éliminés que lorsque les nations européennes seront prêtes à renoncer à leurs industries d'armement nationales pour une plus grande efficacité intereuropéenne. Mais sans incitation sérieuse à la restructuration intégrée dans le FED ou la CSP, il est peu probable que cela se produise. En attendant, l'industrie européenne de l'armement profite d'une couche supplémentaire de dépenses militaires.

**COMMENT
LA MILITARISATION
DE L'UE MENACE LA
PAIX ET LA SÉCURITÉ
DES POPULATIONS
DANS LE MONDE**

5



Le traité de Lisbonne peut être considéré comme le point de départ de l'abandon par l'UE d'un projet axé sur la paix. D'abord définie sur papier, la militarisation de l'UE s'est progressivement développée par le biais de mesures et de politiques concrètes que nous avons décrites dans les chapitres précédents. Nous examinerons ici en quoi elle constitue une menace pour la paix.

LES DÉPENSES MILITAIRES ONT UN IMPACT NÉGATIF SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Comme nous l'avons expliqué au chapitre 4, l'augmentation des dépenses militaires en Europe est le résultat de décisions nationales ainsi que de modifications des cadres de l'UE et de l'OTAN.

Au lieu d'évaluer les dépenses militaires en fonction du « coût d'opportunité », l'UE a généralement tendance à parler en termes d' « efficacité » globale, ce qui ne tient pas compte de l'impact de ses politiques. Le coût global de l'endiguement de la violence par le recours à la force empêche par conséquent les « opportunités de paix » de se concrétiser. En d'autres termes, les ressources monétaires, humaines et sociales ne sont pas déployées pour garantir un progrès pacifique et positif. L'Institute for Economics and Peace⁶⁶ de Sydney a estimé l'impact économique de la violence (y compris le total des dépenses militaires mondiales) à 14 400 milliards de dollars, soit 10,5 % du PIB mondial (1 895 dollars par personne sur Terre). Or, nous savons que les alternatives aux dépenses militaires ont des effets concrets et positifs pour tous les citoyens du monde.⁶⁷

70 /

Nous devons remettre en question l'hypothétique impact économique positif des mesures de défense, comme le prétendent de nombreuses personnes. Des études récentes ont conclu que l'investissement dans la sphère militaire génère le plus faible rendement économique (en termes de richesse et d'emplois produits), sans parler de son impact humanitaire et social⁶⁸ (voir également le chapitre 4).

Les dépenses militaires ne stimulent pas non plus la croissance à long terme. Des recherches universitaires ont démontré qu'elles ont un impact neutre à négatif sur la croissance en faussant la production et l'accumulation de capital humain, en réduisant les ressources pour la R&D, en renforçant les intérêts particuliers, en augmentant la corruption et en nuisant à la viabilité budgétaire en raison de l'augmentation de la dette.⁶⁹ En bref, le secteur de la défense est dysfonctionnel.

Par conséquent, ni les 186 milliards d'euros^{70*} de dépenses militaires en Europe, ni le FED ou d'autres sources de financement militaire de l'UE ne contribuent à la croissance. Ils entraînent également une diminution des ressources disponibles pour d'autres besoins.

Ceci est particulièrement vrai pour les budgets et le personnel de l'UE, qui sont limités par rapport aux ressources nationales: chaque euro du budget européen consacré à l'armée est un euro perdu car il ne sera pas utilisé pour faire face aux crises interdépendantes de l'environnement, du climat et de la santé, qui constituent actuellement les menaces les plus urgentes pour la sécurité humaine mondiale.

Le budget de l'UE et le plan de relance post-Covid devraient être utilisés pour encourager la relocalisation de la production en Europe, notamment dans des secteurs clés tels que les équipements médicaux, les énergies renouvelables et la sécurité alimentaire. Cela permettra non seulement de créer des emplois (notamment la reconversion des travailleurs du secteur de l'armement, dont les hautes compétences sont particulièrement importantes et nécessaires), mais aussi de renforcer l'autonomie de l'UE face aux pressions extérieures.

* Selon les données de l'AED pour 2019, ou 219,6 milliards de dollars selon les estimations du SIPRI.

LA MILITARISATION DE L'UE EXACERBERA LA COURSE MONDIALE AUX ARMEMENTS, QUI ALIMENTERA À SON TOUR LES CONFLITS ET LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

La militarisation de l'UE a également un impact sur les exportations d'armes par les pays européens, une activité qui touche principalement les populations en dehors de l'UE et qui doit donc être évaluée au regard des valeurs proclamées de paix et de sécurité mondiales.

Depuis 2015, les nations de l'UE ont approuvé des autorisations d'exportation* de biens militaires vers les 12 principales destinations suivantes: Arabie saoudite (76 milliards d'euros), Égypte (75 milliards d'euros), Inde (68 milliards d'euros), Émirats arabes unis (62 milliards d'euros), Qatar (46 milliards d'euros), Brésil (22 milliards d'euros), Singapour (18 milliards d'euros), Koweït, Indonésie, Malaisie (16 milliards d'euros), Algérie (13 milliards d'euros) et Turquie (12 milliards d'euros).⁷¹

En termes de marchandises effectivement livrées*, l'Arabie saoudite (9,3 milliards d'euros) est une fois de plus en tête de liste des destinations recevant des marchandises d'une valeur supérieure à 2 milliards d'euros, suivie par l'Égypte (7 milliards d'euros), l'Inde (5,2 milliards d'euros), le Qatar (4,2 milliards d'euros), le Brésil (3,3 milliards d'euros), les Émirats arabes unis (3 milliards d'euros) et la Turquie (2,7 milliards d'euros).

72 /

La plupart des pays figurant dans la liste ci-dessus sont impliqués dans des zones de tension et/ou de conflit (notamment la guerre au Yémen) et/ou sont des régimes autoritaires. Fournir à ces gouvernements les moyens de mener des politiques agressives ou de restreindre les libertés démocratiques est clairement en contradiction avec les principes fondamentaux déclarés de l'Union.

Seuls les États membres de l'UE peuvent autoriser les exportations d'armes. Cependant, lorsqu'ils le font, ils doivent respecter la Position commune de l'UE de 2008 (qui succède au Code de conduite de 1998) et ses huit critères: en résumé, ils ne doivent pas exporter de biens militaires «*susceptibles d'être utilisés à des*

* Les autorisations d'exportation ne se traduisent pas toutes par des livraisons effectives la même année. Les livraisons peuvent s'étaler sur plusieurs années, les contrats peuvent ne pas être conclus ou n'être que partiellement achevés. C'est pourquoi les chiffres peuvent différer largement entre les autorisations et les livraisons effectives. Néanmoins, les chiffres relatifs aux autorisations d'exportation sont des indicateurs importants des pays dans lesquels un gouvernement considère qu'il est acceptable d'exporter des armes.

fins de répression interne ou d'agression internationale ou de contribuer à l'instabilité régionale ». ⁷² Une fois de plus, cependant, il existe une nette divergence entre les principes déclarés sur le papier et les autorisations effectivement accordées par les États membres.

Le Parlement européen appelle régulièrement à une plus grande transparence et au respect des critères de la Position commune, mais ses avis ne sont pas contraignants pour les États membres, qui continuent de privilégier les décisions nationales influencées par l'industrie de l'armement et alignées sur des principes et des considérations autres que ceux de la Position commune. En aucun cas, ils ne laisseraient la Commission avoir son mot à dire sur l'autorisation des exportations d'armes, même si l'armement est financé par l'UE.

En essayant de stimuler la compétitivité de l'industrie de l'armement, le FED encouragera les exportations d'armes européennes et une course mondiale à l'armement. ⁷³ Il en va de même pour le programme CBSD et la Facilité de soutien à la paix (financée par les États membres mais qui reste un instrument officiel de l'UE), car tous deux offrent une occasion supplémentaire d'exporter des équipements militaires (et même de les faire payer par l'UE dans le cadre du CBSD), y compris des armes létales dans le cadre de la Facilité de soutien à la paix.

LA MILITARISATION DE L'UE CONTRIBUERA À LA MIGRATION FORCÉE DES POPULATIONS

/ 73

Les chiffres ⁷⁴ et les analyses ⁷⁵ mettent également en évidence le lien entre les exportations d'armes européennes et les flux de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. L'autorisation et la mise en œuvre des exportations d'armes européennes sont irresponsables, tandis que le respect par l'UE de la législation existante (la Position commune susmentionnée) est inadéquat.

Les États membres de l'UE exportent des armes vers des pays en situation de conflit ou de tension où se trouvent un nombre important de réfugiés et de personnes déplacées; il est prouvé que ces exportations ont aggravé ou perpétué la violence armée dans certains pays, entraînant une augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées, voire empêchant ces populations de retrouver des conditions de vie normales.

Enfin, l'ensemble du processus de militarisation encourage l'adoption d'une approche « sécuritaire » des défis mondiaux, favorisant l'idée de se retirer dans la « forteresse Europe » plutôt que d'essayer de résoudre les problèmes internationaux (voir chapitre 2).

LA PRÉTENDUE «FACILITÉ DE PAIX» FINANCERA LES EXPORTATIONS D'ARMES ET LES INTERVENTIONS MILITAIRES

Fin 2020, les États membres de l'UE ont conclu un accord final concernant la très attendue Facilité, qui « *financera les actions extérieures ayant des implications militaires ou de défense* ». L'objectif est de « *répondre rapidement aux crises et aux conflits* » et de « *donner des moyens d'action aux pays partenaires* », en se concentrant d'abord sur l'Afrique mais avec un champ d'action mondial à terme.⁷⁶ Le fonds disposera d'un budget total de 5 milliards d'euros à dépenser sur sept ans, y compris l'option controversée de « former et équiper » les forces de sécurité dans les pays du Sud (voir ci-dessous).

Établi en tant que facilité « hors budget », l'EPF contourne les traités de l'UE en vertu desquels le budget de l'UE ne peut être utilisé pour fournir des armes en dehors de l'Union. Le type d'armes qui peut potentiellement être transféré dans le cadre de l'EPF comprend celles qui causent souvent le plus de dommages et qui sont les plus susceptibles d'être utilisées à mauvais escient dans des contextes fragiles : armes légères et de petit calibre, munitions, véhicules blindés et de transport.

Des inquiétudes concernant l'EPF ont été instantanément soulevées par la société civile⁷⁷:

- > L'étiquetage de la « Facilité européenne pour la paix » comme un fonds « pour la paix » est trompeur, car l'EPF financera la formation et l'équipement militaires, y compris potentiellement la fourniture d'équipements létaux. Même si l'engagement des acteurs de la sécurité dans des activités de construction de la paix est important pour la résolution des conflits, toutes les activités de sécurité et de défense ne conduisent pas à une amélioration des résultats en matière de paix, de justice et de développement. Plusieurs composantes de l'EPF proposé sont des domaines non testés par l'UE et la proposition ne parvient pas à atténuer de manière adéquate les risques sérieux liés à leur mise en œuvre.
- > La manière dont l'EPF renforcera la capacité de l'UE à exercer une influence positive dans le monde n'est pas claire. Comment l'octroi d'armes et de munitions, le financement des salaires des soldats ou le renforcement des capacités de combat des armées de pays tiers permettront-ils de prévenir et de mettre fin aux conflits? Les recherches montrent que les risques associés à cette approche sont élevés: ce type d'assistance militaire peut nuire à la paix et au développement et produit rarement l'effet de levier escompté. Souvent, elle ne parvient pas à s'attaquer aux causes sous-jacentes des conflits et peut au contraire être contre-productive, entraînant des conséquences inattendues, telles que la répression violente des actions pacifiques de la société civile, le renforcement de l'impunité des forces militaires, l'augmentation de la corruption et la fomentation de la violence et des conflits soutenus par l'armée.

Il existe un risque sérieux que la Facilité de paix soit utilisée pour promouvoir les intérêts des États membres de l'UE et permettre à leur industrie de gagner des parts de marché pour de futures exportations, plutôt que d'établir une véritable sécurité pour les populations dans les zones de crise. Il existe de nombreux exemples d'utilisation de l'aide militaire dans le passé pour faire avancer les intérêts géopolitiques européens au lieu de soutenir les besoins de sécurité humaine des personnes menacées.⁷⁸

LA MILITARISATION DE L'UE COMPROMETTRA D'AVANTAGE SON TRAVAIL DE MAINTIEN DE LA PAIX

La création d'un FED à part entière ou d'une « Facilité européenne pour la paix » va au-delà de la fourniture de fonds supplémentaires aux militaires: elle ouvre de nouveaux domaines de coopération dont la légitimité et la contribution aux objectifs du traité de l'UE (« promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples ») sont très discutables. Cependant, le détournement non ciblé des fonds civils est un autre problème qui va s'intensifier dans les années à venir.

À partir de 2021, dans le cadre du nouvel instrument d' « aide globale » IVCDCI*, il n'y aura plus de montants prédéfinis alloués aux priorités établies de longue date pour l'aide extérieure de l'UE, comme les droits humains et la démocratie, le soutien aux acteurs de la société civile, la paix et la stabilité. Sans plafonds non plus pour les nouvelles priorités principales de l'aide extérieure de l'UE, la migration et la « sécurité pour le développement »** , les acteurs de la société civile craignent que la « sécurité » soit très présente dans l'IVCDCI au détriment des programmes traditionnels de paix et de développement, alors que ce sont précisément ces programmes qui ont traditionnellement permis à l'UE de faire la différence, en particulier dans les États fragiles ou les régimes autoritaires.

76 /

Toutes les questions présentées ici reviennent à dire que l'Union doit faire un choix binaire pour l'avenir: elle peut soit devenir une « puissance douce » fondée sur la démocratie et les droits humains, soit commencer à construire une forme de « puissance dure » qui privilégie la sécurité dure à la sécurité globale. Utiliser à la fois la « puissance douce » et la « puissance dure » est contradictoire et ne constitue pas une voie efficace vers la paix. De plus, les ressources ne sont pas illimitées, et la voie militaire est plus facile et plus populaire à court terme, même si elle n'est pas efficace. Avec une puissance militaire accrue, l'UE perdra tout intérêt à promouvoir sérieusement la prévention et la résolution pacifique des conflits.

Cela peut être observé à la fois au niveau international (l'argent du FED va exacerber la course aux armements avec les États-Unis, la Russie et la Chine) et

* Les instruments thématiques séparés ont été fusionnés en un seul énorme instrument appelé « Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale » (IVCDCI).

** La poursuite du programme CBSD pour la formation et l'équipement des forces de sécurité et militaires dans les États fragiles.

au niveau local, compte tenu de l'effet d'alimentation de la violence et des conflits, sans oublier les alliances changeantes et les détournements de livraisons d'armes par des acteurs imprévus (y compris les groupes terroristes) qui pourraient être utilisés contre les pays européens également. La militarisation de l'UE accroît le risque d'une spirale d'insécurité, en plaçant non seulement ses rivaux potentiels, mais aussi ses propres membres, face à un « dilemme de sécurité »⁷⁹ qui favorise les dépenses militaires et l'acquisition d'armes.

On prétend souvent que, grâce à ses nouvelles capacités militaires, l'UE sera en mesure de s'impliquer dans les conflits pour mettre fin aux pires abus et même aux guerres. Mais la réalité est que plus il y a d'acteurs impliqués dans un conflit, plus il est difficile de parvenir à une solution viable. En outre, moins de ressources seront consacrées au soutien de solutions pacifiques aux tensions et aux conflits et à la lutte contre les causes profondes des conflits, telles que les menaces environnementales (changement climatique, accès à l'eau), l'accès à la terre et la sécurité alimentaire, la pauvreté et les inégalités extrêmes, la corruption et la mauvaise gouvernance.

Enfin, la prolifération des armes et les dépenses militaires élevées accroissent également la tendance à rechercher des solutions militaires à des problèmes non militaires afin de justifier rétroactivement les investissements massifs consentis, au détriment d'une diplomatie efficace et d'une action coopérative sur les causes profondes.

Tant le renforcement de sa présence militaire à l'étranger que la vente d'armes à de nombreuses destinations (souvent à des parties opposées d'un même conflit ou d'une même tension) affaiblissent le rôle potentiel de l'UE en tant que médiateur crédible ou chef de file de la diplomatie. Il lui sera en effet difficile de promouvoir des solutions et des options pacifiques si les conflits sont alimentés par des armes européennes ou si des interventions par le biais de missions militaires ont lieu. Toutes les ressources, qu'elles soient européennes ou nationales, devraient plutôt être mises en commun pour résoudre les causes profondes des conflits, y compris la crise climatique en tant que facteur exacerbant.

**LES EUROPÉENS
POUR LA PAIX:
UNE AUTRE FORME
DE SÉCURITÉ
EUROPÉENNE EST
POSSIBLE**

6



HEALTHCARE,
NOT
WARFARE

There
is no
Planet B



DEFUND
THE
MILITARY

Oui aux soins de santé
Non à la guerre
Il n'y a pas de planète B
Dé-financer le militaire

L'UE a suivi une approche militaire traditionnelle de la sécurité, fondée sur l'adage « *si vis pacem, para bellum* » (« Si tu veux la paix, prépare la guerre »); cette approche s'est avérée erronée. L'histoire a montré que les guerres doivent être préparées, ce qui signifie que sans préparation, la guerre n'est pas possible. L'UE et ses membres ont choisi d'accroître leurs préparatifs de guerre sur le territoire européen, à ses frontières et à l'étranger.

L'année 2019 a vu le plus grand nombre de conflits armés enregistrés en une année depuis l'après-1946.⁸⁰

Pour cette seule année, plus de 150 000 décès au combat ont été recensés.⁸¹ Certains de ces conflits sont très proches des frontières européennes ou ont une implication européenne (la guerre en Syrie a coûté au moins 384 000 vies⁸², 233 000 au Yémen⁸³). D'autres victimes ont été contraintes de fuir leur pays pour échapper à la guerre: selon le HCR, 79,5 millions de personnes ont subi un déplacement forcé en 2019.⁸⁴

La guerre est la cause de toutes ces souffrances, des guerres dans lesquelles l'UE et ses États membres jouent un rôle, soit par des opérations militaires sur le terrain, soit en fournissant aux combattants des armes et un soutien militaire. En 2018, au moins 22 % des exportations d'armes européennes sont allées à des pays en conflit armé et 25 % à des pays sous tension.⁸⁵ L'UE et ses États membres contribuent à un monde de plus en plus armé en même temps qu'elle se militarise, avec de grandes armées et d'énormes entreprises d'armement.

80 /

« Le monde est surarmé et la paix est sous-financée. »

Ban Ki-moon, ancien secrétaire général des Nations unies,
30 août 2012

DE LA SÉCURITÉ MILITAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ CENTRÉE SUR L'HUMAIN

La pandémie de COVID-19 a montré comment les militaires peuvent être utilisés pour des tâches non militaires, comme le nettoyage des maisons de retraite, le transport des malades ou les patrouilles dans les rues – des tâches qui comptent réellement pour de nombreuses personnes. Toutefois, il faut dire que cela est connu depuis longtemps par les experts en sécurité de l'UE, qui ont identifié les principales menaces pour l'UE dans la stratégie globale de Mogherini⁸⁶: le terrorisme et l'extrémisme violent, la prolifération et le contrôle des armements, la cybersécurité, la criminalité informatique, les communications stratégiques, les risques technologiques, la sécurité énergétique et la sûreté nucléaire, les conflits et la violence dans les États socialement fragiles, la criminalité transnationale et organisée, la crise économique, la sécurité maritime, le changement climatique, les flux migratoires irréguliers et la gestion des frontières extérieures, les pandémies et les épidémies, la pauvreté et les inégalités, les violations des droits humains, les menaces hybrides, les changements dans l'équilibre économique des pouvoirs, la mondialisation et l'interdépendance.

Les réponses militaires ne sont jamais un moyen approprié pour faire face à ces menaces, car elles ne font qu'aggraver les problèmes ou ne s'attaquent qu'aux symptômes (si tant est qu'elles le fassent), et non aux causes profondes.

MENACES ET RISQUES

MENACES ET RISQUES TELS QU'IDENTIFIÉS PAR L'UE	REPONSE MILITAIRE EXISTANTE	EXEMPLES DE POTENTIELLES POLITIQUES DE SÉCURITÉ PACIFISTES
Terrorisme et extrémisme violent	Partiellement utilisée, entraînant encore plus d'actes de terrorisme (guerre globale contre la terreur, État islamique)	Interculturalité et intégration, coopération au développement, enquêtes policières et judiciaires
Prolifération des armes de destruction massive	La force militaire a été utilisée dans la guerre d'Irak, mais avec de faux arguments d'armes de destruction massive et la création de nouvelles menaces (terrorisme État islamique)	Coopération multilatérale, traités de désarmement
Cybersécurité	Aucune	Police et experts informatiques
Sécurité énergétique	La force militaire a été utilisée pour avoir accès au pétrole et au gaz, comme ce fut le cas lors des guerres en Irak et en Libye	Énergies renouvelables, coopération internationale avec les pays d'origine des énergies fossiles
Crime organisé	Aucune	Enquête policière et judiciaire
Sécurité maritime	Opérations antipiraterie des navires de guerre en Somalie	Coopération au développement, aide humanitaire, patrouilles de sauvetage
Changement climatique	Début des préparatifs pour les futures « guerres climatiques » (feuille de route de l'UE sur le climat et la sécurité)	Réduction des émissions de CO ₂ , coopération internationale, accords multilatéraux, énergie verte
Flux migratoires irréguliers et gestion des frontières extérieures	Frontex, un organisme militarisé chargé de gérer les opérations navales militaires de l'UE et de l'OTAN, une réalité humanitaire et sociale qui pousse les migrants à risquer leur vie en empruntant les routes moins sûres	Missions de sauvetage, voies sûres pour la migration, accueil des réfugiés, politiques d'intégration des nouveaux arrivants, lutte contre les causes profondes de la migration

MENACES ET RISQUES TELS QU'IDENTIFIÉS PAR L'UE	REPOSE MILITAIRE EXISTANTE	EXEMPLES DE POTENTIELLES POLITIQUES DE SÉCURITÉ PACIFISTES
Crise économique	Aucune	Services sociaux, services publics, politiques de réduction du chômage
Conflits armés, États faibles ou défaillants	Les États membres de l'UE offrent un soutien militaire et financier aux factions en conflit, comme en Libye, ce qui perpétue les conflits et les exportations d'armes	Accords de paix, négociation, médiation, action humanitaire, coopération
Pandémies et épidémies	Partiellement: utilisation de ressources militaires pour lutter contre la pandémie	Renforcement du système de santé publique, vaccins accessibles, R&D en matière de santé
Pauvreté et inégalités	Aucune	Développement durable, logements abordables
Violations des droits humains	Aucune	Protection des défenseurs des droits humains, suivi de l'impact des entreprises européennes sur les droits humains
Changement de l'équilibre économique des pouvoirs: mondialisation et interdépendance	Il peut s'agir d'une réponse militaire, la subordination de l'UE à l'OTAN avec des missions militaires sur le terrain comme dans les pays baltes, ce qui n'aide pas à désamorcer les tensions entre la Russie et l'Europe	Diplomatie, organisations multilatérales de coopération financière, économique et politique, accords commerciaux équitables, mécanismes de contrôle démocratique et populaire pour promouvoir une mondialisation contre-hégémonique basée sur la solidarité et la justice mondiale

Nombre de ces menaces sont hybrides, comme les cyberattaques sur des systèmes d'information critiques, l'interruption de services essentiels tels que l'approvisionnement en énergie ou les services financiers, l'ébranlement de la confiance du public dans les institutions gouvernementales ou les divisions sociales grandissantes.⁸⁷ Comment les armées peuvent-elles être utilisées pour répondre aux menaces hybrides? Comment la militarisation nous aidera-t-elle à répondre aux menaces ou aux risques identifiés, tels que la crise climatique ou les pandémies? Les réponses militaires ne peuvent pas, et ne vont pas, nous apporter plus de sécurité.

Une autre stratégie de paix et de sécurité de l'UE doit être élaborée afin de rassembler les efforts de tous, de la société civile, des responsables politiques et des gouvernements:

- > Nous devons repenser le type de sécurité que nous voulons pour l'Europe et nous orienter vers un concept de sécurité basé sur la paix et la sécurité humaine. Nous devons introduire une réflexion critique pour créer un nouveau récit de sécurité à partir de perspectives pacifistes, écologistes et féministes. L'UE doit passer d'une culture de la défense à une culture de la paix.
- > Les politiques de l'UE en matière de paix et de sécurité doivent changer. Il est temps de démanteler toutes les politiques militarisées visant à soutenir les entreprises d'armement et de quitter la voie de la militarisation pour faire de l'UE un acteur mondial de la paix, du multilatéralisme et du droit international.
- > Il est temps de s'orienter vers une sécurité centrée sur l'humain, vers des théories féministes de la sécurité et vers des perspectives de culture de la paix qui placent l'être humain, la nature et le souci de la vie d'autrui au cœur des mesures de sécurité, par opposition à la sécurité militaire, dont l'objectif principal est de préserver le statu quo, même si celui-ci est inégal, violent et injuste.

« Selon la société américaine RAND, dans 43 % des cas, les groupes terroristes ont cessé d'exister parce qu'ils ont été intégrés avec succès dans le processus politique officiel. [...] seuls 7 % des groupes terroristes ont été anéantis à la suite de campagnes militaires. »

« Indéfendable, sept mythes qui soutiennent le commerce mondial des armes ».

Paul Holden et al., 2016, p. 34

SI VIS PACEM, PARA PACEM: DE LA PUISSANCE DURE À LA PUISSANCE DOUCE ET PACIFIQUE

Le « bon scénario » pour l'industrie de l'armement, celui qui lui rapporte le plus de bénéfices, est un monde plein de conflits armés, avec une course constante aux armements, où chacun se prépare à la guerre. Un « meilleur scénario » consiste à faire participer les États membres à des opérations militaires à l'étranger. Cependant, le meilleur avenir pour l'industrie de la sécurité de l'UE est d'avoir une nouvelle armée à armer – l'hypothétique armée européenne, qui est liée au concept d'autonomie stratégique militaire pour l'Europe.

L'option d'une armée européenne a été mise à l'ordre du jour une fois que le président français Macron et la chancelière allemande Merkel ont appelé à un projet militaire européen commun en 2017 et 2018 respectivement. Cette armée ne remplacerait pas les armées nationales, car aucun État de l'UE n'est prêt à perdre une telle source de pouvoir (interne et externe). Une telle armée supplémentaire serait « pertinente » pour entreprendre des missions controversées qui ne sont pas facilement acceptées au niveau national et diluerait la responsabilité de chaque État membre vis-à-vis des soldats déployés et des dommages infligés à la population locale.

Il est temps d'opérer un changement à la tête de l'Union, d'abolir les ambitions militaires et de réorienter les ressources vers des priorités pacifiques; il est temps de modifier profondément les politiques de l'UE, qui sont au cœur de sa militarisation:

- > Les opérations militaires telles que l'EUFOR Althea en Bosnie-Herzégovine, l'EU NAVFOR Atalanta, l'EUTM Somalie, l'EUTM Mali, l'EUTM République centrafricaine doivent être converties en véritables missions de construction de la paix, incluant l'aide humanitaire, les projets de coopération au développement, la promotion des droits humains et l'assistance au renforcement de la démocratie. Elles doivent être menées par des missions civiles de l'UE et des ONG dignes de confiance.
- > L'industrie de l'armement et sa main-d'œuvre hautement qualifiée doivent se convertir à la production civile et contribuer au développement de la technologie nécessaire pour éviter la catastrophe climatique. En outre, il est moins coûteux et plus efficace d'investir dans les soins de santé, l'éducation, le logement et l'emploi des jeunes, ainsi que dans d'autres besoins humains qui doivent encore être satisfaits en Europe.⁸⁸
- > Les États membres de l'UE doivent renoncer aux exportations d'armes en tant qu'outil de relations extérieures et de stimulation de l'économie, car elle crée un cercle vicieux de violence-insécurité-militarisation qui ne profite qu'aux marges bénéficiaires des entreprises d'armement. La Position commune de l'UE de 2008 qui définit les règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires⁸⁹ doit être respectée, et toutes les exportations d'armes en provenance de l'UE doivent à terme être stoppées.
- > L'UE doit réaffecter les dépenses de recherche de l'industrie militaire à des projets qui développent des moyens non violents de résoudre et de prévenir les conflits. Cela permettra de mettre l'accent sur les compétences et les ressources humaines plutôt que sur des solutions axées sur la technologie.

L'UE doit adopter une perspective de paix pour toutes ses actions extérieures, uniquement basée sur la diplomatie douce, le multilatéralisme et la coopération, car ce sont les moyens les plus efficaces de construire un monde et une Europe plus sûrs.

La diplomatie fonctionne mieux que la dissuasion militaire pour éviter la guerre; la promotion active des processus de paix et de la résolution des conflits est plus efficace pour former des alliances entre États. La promotion du désarmement humanitaire et l'élimination des armes de destruction massive par le biais d'accords multilatéraux et bilatéraux réduisent la probabilité d'une menace de guerre.

« Une étude montre qu'au cours des 35 dernières années, 77 % des conflits violents ont pris fin par un accord de paix contre seulement 16,4 % à la suite de victoires militaires. »

« Construire la paix ensemble, un guide pratique ».
Conseil quaker pour les affaires européennes, 2018, p. 2

LES CITOYENS DE L'UE S'ENGAGENT POUR LA PAIX

L'Acte constitutif de l'UNESCO stipule que « *les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix* ». Pour paraphraser, puisque les guerres, la militarisation et la sécuritisation naissent (ou sont inculquées) dans l'esprit des gens, c'est dans l'esprit des gens que doivent être érigés les remparts d'une sécurité fondée sur la paix. Cela se fait en remettant en question la sécurité militarisée, le discours dominant en Europe aujourd'hui.

- > Rejoignez vos organisations pacifistes locales ou nationales et participez aux mouvements pacifistes. Il existe toutes sortes de groupes pacifistes en Europe qui proposent une société désarmée, démilitarisée et non violente. Intégrez un mouvement contre les armes nucléaires, un groupe contre les exportations d'armes, une campagne pour réduire les dépenses militaires ou pour arrêter les robots tueurs, un groupe pour promouvoir et pratiquer la non-violence, ou une association d'éducateurs pour la paix. Pourquoi ne pas rejoindre des mouvements contre les bases militaires, la guerre et l'OTAN ou vous connecter à d'autres mouvements sociaux pour la justice mondiale et les droits humains, la lutte contre le patriarcat, le racisme et le changement climatique, et toutes sortes d'activisme pacifique qui sont étroitement liés aux luttes pour la paix.
- 88 / > Les gouvernements et les responsables politiques doivent sentir la pression de la société civile. Les mouvements sociaux ont besoin de ressources pour le plaidoyer afin de contrebalancer les lobbies liés à l'armée et à la sécurité, qui disposent de nombreux bureaux et équipes de personnel pour influencer les institutions européennes à leur propre avantage et pour leur propre bénéfice. Les mouvements pacifistes peuvent exercer une pression sur le pouvoir par le biais d'organisations pacifistes locales et de réseaux pacifistes tels que le Bureau international de la paix, le Réseau européen contre le commerce des armes ou Pax Christi par exemple, et des centaines d'autres mouvements, réseaux et organisations pacifistes, non violents et antimilitaristes nationaux.
- > Nous devons affronter ceux qui encouragent une approche militariste, identifier qui ils sont et comprendre leurs intérêts. Qu'espèrent les entreprises d'armement? Maximiser le profit économique. Les entreprises d'armement travaillent dur pour obtenir des clients, c'est-à-dire des gouvernements, et leurs revenus proviennent de l'argent public. Nous pouvons les affronter, en nous rendant aux assemblées générales de leurs actionnaires pour condamner

leurs produits et leurs clients, en faisant obstacle aux salons de l'armement et en bloquant les ports pour empêcher les navires de quitter les côtes européennes avec des armes et des munitions, etc.

- > Le lobbying de la société civile consiste également à élaborer des rapports critiques dans une perspective de paix avec des mouvements sociaux et des campagnes. Par exemple:
 - **Stop the War** mène des campagnes en faveur d'une nouvelle politique étrangère indépendante basée sur la coopération et la diplomatie.
 - **No to war – no to NATO** est un réseau international qui organise des contre-sommets de l'OTAN et des manifestations contre les politiques militaires et nucléaires agressives de l'OTAN.
 - **Global Campaign on Military Spending** (Campagne mondiale sur les dépenses militaires) est une campagne internationale visant à sensibiliser l'opinion publique et à changer le discours sur les dépenses militaires afin de réduire considérablement les dépenses militaires dans le monde entier.
 - **Control Arms** est une campagne internationale appelant à un traité international sur le commerce des armes (TCA) pour mettre fin aux transferts d'armes.
 - **War Starts Here – Let's stop it here** organise des actions antimilitaristes dans le cadre de la campagne de l'Internationale des résistants à la guerre pour identifier et bloquer les infrastructures de guerre.
 - **Don't bank on the Bomb** est un rapport publié régulièrement avec des informations sur les entreprises privées impliquées dans la production d'armes nucléaires et leurs bailleurs de fonds.
 - **ICAN** est une campagne internationale visant à interdire et à éliminer les armes nucléaires et à stigmatiser leur production, leur utilisation et leur vente.
- > Informez-vous, mais veillez à vous référer à des sources fiables. Il y a une contradiction intrinsèque à promouvoir le discours sécuritaire et la production d'un plus grand nombre d'armes, tout en prétendant que cela apportera plus de sécurité et de paix. Dites à ceux qui vous sont proches ce qu'il se passe au niveau européen, soyez un messenger digne de confiance, soyez transparent et honnête, montrez vos valeurs. Soyez fiers de votre pacifisme, de votre féminisme, de votre environnementalisme, etc. Ne cachez pas votre intention de créer un monde meilleur pour tous.

CONCLUSION

Les développements que nous avons décrits dans ce document font partie d'un processus intentionnel mené par la Commission européenne et le Conseil et approuvé par une majorité de décideurs finaux, c'est-à-dire le Parlement européen et les gouvernements nationaux. Ils ont notamment pour objectif de fournir des armes et des équipements militaires avancés aux États membres de l'UE et au-delà. Les initiatives intergouvernementales dans le cadre de l'AED et de la CSP visent également à renforcer les capacités opérationnelles des États membres. Ces initiatives s'inscrivent dans le contexte général des menaces qui pèsent sur notre sécurité et du « besoin existentiel » de puissance dure de l'UE et d'une « UE qui protège [...] et défend ».⁹⁰

L'industrie de l'armement et de la sécurité a joué un rôle clé dans la création, le développement et l'importance des politiques militaires et de sécurité de l'UE. La militarisation de l'UE a été favorisée par l'utilisation intensive par l'industrie de groupes de réflexion, de lobbyistes et de soi-disant « experts » liés à l'industrie de la sécurité, tout en étant accueillie favorablement par les responsables politiques des institutions européennes et des États membres.

Ce processus démontre que l'UE s'engage dans des préparatifs de guerre aux niveaux politique, industriel et matériel, se préparant à toute forme de conflit à venir. L'UE contribue à augmenter de manière substantielle les dépenses militaires et à intensifier la course aux armements dans le monde, une évolution qui risque de mettre en veilleuse le soutien apparent de l'UE à la construction d'une paix alternative et à la lutte contre les causes profondes des conflits.

Le FED illustre parfaitement le changement de paradigme de l'UE. Il alloue, pour la première fois dans l'histoire de l'UE, un budget communautaire à des fins militaires, ce qui peut détourner des milliards d'euros vers la R&D militaire et d'autres politiques de sécurité militarisées de l'UE. Cela ne peut que déboucher sur deux scénarios dystopiques à l'horizon: l'un dans lequel la création d'une forteresse militaire est censée apporter davantage de sécurité aux citoyens européens, et l'autre dans lequel une nouvelle armée entièrement équipée, probablement pour des missions non acceptables par l'opinion publique, encourage une augmentation drastique des dépenses militaires (jusqu'à 2 % du PIB au niveau de l'UE). Cette UE « dure » fondera son influence mondiale sur ses exportations d'armes et sa présence militaire dans le monde, créant ainsi un

futur marché protégé pour les produits et services du complexe militaire et de sécurité européen.

Mais l'UE souhaite-t-elle vraiment devenir une puissance militaire mondiale entre les États-Unis, la Chine et éventuellement la Russie? Qu'en serait-il des pays émergents? Jusqu'à présent, l'UE a souvent joué un rôle de modérateur entre des superpuissances concurrentes. Ce rôle unique de l'Europe ne doit pas succomber aux pressions du complexe militaro-industriel ou aux intérêts d'une économie d'extraction mondiale fondée sur une production et une consommation sans fin. Les défis mondiaux communs tels que le changement climatique et la pandémie de COVID-19 menacent tous les pays et ne peuvent être résolus que par la coopération mondiale, et non par la rivalité des blocs de pouvoir. Si l'UE a besoin d'une *stratégie mondiale*, cela doit en être le point de départ.

Les exportations d'armes des États membres de l'UE favorisent les conflits qui obligent les gens à fuir leur foyer. Les réfugiés qui atteignent les frontières de l'Europe trouvent des murs militarisés qui les traitent comme des ennemis sur un champ de bataille. L'UE encourage des politiques frontalières qui menacent la vie d'innocents en quête d'une vie meilleure. Le monde devient moins sûr, avec une UE militarisée qui ne peut apaiser les tensions ou résoudre les conflits par des moyens militaires.

L'UE doit s'éloigner d'une approche militaire traditionnelle de la sécurité qui ne profite qu'aux entreprises d'armement et de sécurité. Il s'agit d'un concept de sécurité fondé sur la préparation à la guerre plutôt que sur la préparation à la paix. L'UE doit opter pour une sécurité centrée sur l'humain qui remplace le paradigme défectueux de la sécuritisation. Les réponses militaires ne sont ni efficaces ni efficaces pour faire face à toutes les menaces qui mettent en danger la sécurité des personnes. Nous devons repenser la forme de sécurité que nous souhaitons réellement pour l'Europe. Nous devons construire un nouveau discours pour la sécurité de l'UE qui soit féministe, écologiste, antiraciste, anticapitaliste et pacifiste.

Une UE non militarisée doit être construite par les citoyens, en engageant les jeunes générations dans des mouvements pacifistes au niveau local et européen, en s'impliquant contre la guerre, la prolifération des armes, le racisme et le patriarcat, en affrontant les marchands d'armes et les régimes autoritaires, en exigeant la justice mondiale et climatique. Une UE pour la paix signifie se préparer à et construire la paix, et choisir finalement la voie de la solidarité.

GLOSSAIRE

IA:	Intelligence artificielle
ASD:	AeroSpace and Defence Industries Association of Europe (association des industries aérospatiales et de défense de l'Europe)
ARES Group:	Armament Industry European Research Group (groupe de recherche européen sur l'industrie de l'armement)
TCA:	Traité sur le commerce des armes
BLOS:	Beyond Line of Sight (systèmes de missiles tactiques terrestres au-delà de la portée optique)
CARD:	Coordinated Annual Review on Defence (examen annuel coordonné en matière de défense)
CEO:	Corporate Europe Observatory (observatoire européen des entreprises)
PDG:	Président directeur général
92 / CBSD:	Capacity Building in support of Security and Development (renforcement des capacités à l'appui de la sécurité et du développement)
PESC:	Politique étrangère et de sécurité commune
PSDC:	Politique de sécurité et de défense commune
DG DEFIS:	Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace
DG GROW:	Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME
EADS:	European Aeronautic Defence and Space Company (société européenne de défense aéronautique et spatiale)
CE:	Commission européenne
AED:	Agence européenne de défense
FED:	Fonds européen de la défense

PEDID:	Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense
GEID:	Groupe Européen des industries de défense
SEAE:	Service européen pour l'action extérieure
EOS:	European Organisation for Security (organisation européenne pour la sécurité)
PE:	Parlement européen
EPF:	European Peace Facility (facilité européenne pour la paix)
UE:	Union européenne
HR/VP:	Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / Vice-président de la Commission européenne
EUBAM:	EU Border Assistance Mission (mission d'assistance frontalière de l'Union européenne)
EUFOR:	European Union Force (force de l'Union européenne)
CMUE:	Comité militaire de l'Union européenne
EMUE:	Etat-major de l'Union européenne
EUNAVFOR:	EU Naval Force (force navale placée sous la direction de l'Union européenne)
EUTM:	EU Training Mission (mission de formation de l'UE)
FCAS:	Future Combat Air System (système de combat aérien futur)
PIB:	Produit intérieur brut
IRIS:	Institut des relations internationales et stratégiques
ITRE:	Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement européen

MALE RPAS:	Medium Altitude Long Endurance Remotely Piloted Aircraft System (système d'aéronef télépiloté de moyenne altitude et de longue endurance)
MEP:	Member of the European Parliament (député au Parlement européen)
MPCC:	Military Planning and Conduct Capability (capacité militaire de planification et de conduite)
OTAN:	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
IVDCI:	Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale
PADR:	Preparatory Action on Defence Research (Action préparatoire sur la recherche en matière de défense)
PASR:	Preparatory Action on Security Research (Action préparatoire sur la recherche en matière de sécurité)
CSP:	Coopération structurée permanente (plus connue sous son acronyme anglais PESCO)
COPS:	Comité politique et de sécurité du Conseil
R&D:	Recherche et développement
SIPRI:	Stockholm International Peace Research Institute (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm)
TUE:	Traité sur l'Union européenne
EAU:	Émirats arabes unis
R.-U.:	Royaume-Uni
UNESCO:	Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture
HCR:	Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés
USA:	États-Unis d'Amérique

LECTURES COMPLÉMENTAIRES

À PROPOS DU FONDS EUROPÉEN DE LA DÉFENSE ET DE LA MILITARISATION DE L'UE

Isbister, Roy / Slijper, Frank (2021). Weapons for peace? What to expect in 2021 from the EU's new "peace facility". Disponible sur www.forumarmstrade.org/blog/weapons-for-peace-what-to-expect-in-2021-from-the-eus-new-peace-facility (dernier accès: 7 mai 2021).

Quaker Council for European Affairs (2021). Climate, Peace and Human Rights: Are European Policies Coherent? Disponible sur www.qcea.org/2021/04/report-on-climate-peace-and-human-rights (dernier accès: 7 mai 2021).

Marishka, Christoph (2021). Artificial Intelligence in European Defence: Autonomous Armament? Disponible sur www.guengl.eu/issues/publications/artificial-intelligence-in-european-defence-autonomous-armament (dernier accès: 7 mai 2021).

ENAAT (2020). À qui profitent les subsides européens pour la R&D militaire? Disponible sur http://enaat.org/wp-content/uploads/2020/10/EUdefFd_analysis_Flyer_2020_FR.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).

96 /

ENAAT (2019). Qu'est-ce que le Fonds européen de la défense? Disponible sur <http://enaat.org/wp-content/uploads/2019/05/ENAAT-Defence-Fund-flyer-FR.pdf> (dernier accès: 7 mai 2021).

ENAAT (2019). All you want to know about the EU Defence Fund, and why this is not good for peace nor for jobs and growth. Disponible sur <http://enaat.org/eu-defence-fund> (dernier accès: 7 mai 2021).

Fischer-Lescano, Andreas (2018). Legal Issues Relating to the Establishment of a European Defence Fund (EDF). Disponible sur <https://oezlem-alev-demirel.de/wp-content/uploads/2019/10/Expert-Report-on-Legal-Issues-Relating-to-the-Establishment-of-a-European-Defence-Fund-EDF-1.pdf> (dernier accès: 7 mai 2021).

SUR LE LOBBY EUROPÉEN DE L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT ET DE LA SÉCURITÉ

Douo, Myriam / Izuzquiza, Luisa / Silva, Margarida (2021). Lobbying Fortress Europe – The making of a border-industrial complex. Disponible sur <https://corporateeurope.org/en/lobbying-fortress-europe> (dernier accès: 7 mai 2021).

Vranken, Bram (2017). Securing Profits: How the arms lobby is hijacking Europe's defence policy. Disponible sur www.vredesactie.be/sites/default/files/pdf/Securing_profits_web.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).

Corporate Europe Observatory (2011). Lobbying Warfare: The Arms Industry's Role in Building a Military Europe. Disponible sur <https://corporateeurope.org/en/2011/09/lobbying-warfare> (dernier accès: 7 mai 2021).

SUR LES FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'UE ET FRONTEX

Akkerman, Mark (2021). Financing Border Wars: The border industry, its financiers and human rights. Disponible sur www.tni.org/en/financingborderwars (dernier accès: 7 mai 2021).

Ruiz Benedicto, Ainhoa (2019). Guarding the Fortress. Frontex role in the militarisation and securitisation of migratory flows in the European Union. Disponible sur <http://centredelas.org/publicacions/informe-40-custodiar-la-fortalesa-el-paper-de-frontex-en-la-militaritzacio-i-securititzacio-dels-fluxos-migratoris-a-la-un-io-europea/?lang=en> (dernier accès: 7 mai 2021).

Transnational Institute, Stop Wapenhandel et Centre Delàs (2019). The Business of Building Walls. Disponible sur <http://centredelas.org/publicacions/informe-del-transnational-institute-stop-wapenhandel-i-el-centre-delas-el-negoti-de-construir-murs/?lang=en> (dernier accès: 7 mai 2021).

Ruiz Benedicto, Ainhoa / Brunet, Pere (2018). Building walls – Fear and securitization in the European Union. Disponible sur www.tni.org/en/publication/building-walls (dernier accès: 7 mai 2021).

Akkerman, Mark (2016–2018). Border wars “series”. Disponible sur www.tni.org/en/topic/border-wars (dernier accès: 7 mai 2021).

SUR LES EXPORTATIONS EUROPÉENS D'ARMES

Campaign Against Arms Trade (2021). EU Export Data Browser. Disponible sur <https://caat.org.uk/data/exports-eu> (dernier accès: 7 mai 2021).

Centre Delàs, ECP et IDHC (2020). Arms trade, conflicts and human rights. Analysis of European arms exports to countries in armed conflict and human rights violations. Disponible sur <http://centredelas.org/publicacions/informe-del-centro-delas-la-ecp-y-el-idhc-comercio-de-armas-conflictos-y-derechos-humanos-analisis-de-las-exportaciones-de-armas-europeas-a-paises-en-situacion-de-conflicto-armado-y-vulneraciones/?lang=en> (dernier accès: 7 mai 2021).

Centre Delàs (2018). Carte interactive: European weapons and Refugees. Disponible sur www.centredelas.org/mapa-interactiu-armes-europees-i-refugiats/?lang=en (dernier accès: 7 mai 2021).

Centre Delàs (2017). European arms that foster armed conflicts. Conflicts that cause refugees to flee. An analysis of arms exports from the European Union to countries with refugees or internally displaced persons 2003–14. Disponible sur <http://centredelas.org/publicacions/informe-32-armas-europeas-que-alimentan-conflictos-conflictos-de-los-que-huyen-los-refugiados-analisis-de-las-exportaciones-de-armas-desde-la-union-europea-a-paises-en-conflicto-o-tension-con-refug/?lang=en> (dernier accès: 7 mai 2021).

Holden, Paul (2017). Indefensible, Seven Myths that Sustain the Global Arms Trade. Disponible sur www.projectindefensible.org (dernier accès: 7 mai 2021).

SUR LA RECHERCHE DE L'UE EN MATIERE DE SECURITE

Statewatch & the Transnational Institute (2017). Market Forces: the development of the EU security-industrial complex. Disponible sur www.statewatch.org/publications/reports-and-books/market-forces-the-development-of-the-eu-security-industrial-complex (dernier accès: 7 mai 2021).

The Transnational Institute & Statewatch (2009). NeoConOpticon: The EU Security-Industrial Complex. Disponible sur www.statewatch.org/publications/reports-and-books/neoconopticon-the-eu-security-industrial-complex (dernier accès: 7 mai 2021).

SUR LA PAIX ET LES ALTERNATIVES AU NIVEAU EUROPÉEN/MONDIAL

Calvo Rufanges, Jordi (ed.) (2021). Military Spending and Global Security – Humanitarian and Environmental Perspectives. Disponible sur www.routledge.com/Military-Spending-and-Global-Security-Humanitarian-and-Environmental-Perspectives/Rufanges/p/book/9780367493394 (dernier accès: 7 mai 2021).

Calvo Rufanges, Jordi (coord.) (2019). Security policies for peace. Another security is possible and necessary. Disponible sur <http://centredelas.org/publicacions/politicas-de-seguridad-para-la-paz-otra-seguridad-es-posible-y-necesaria/?lang=en> (dernier accès: 7 mai 2021).

Quaker Council for European Affairs (2019). Peace education, making the case. Disponible sur <https://www.qcea.org/wp-content/uploads/2019/01/Peace-Education-report.pdf> (dernier accès: 7 mai 2021).

Quaker Council for European Affairs (2018). Construire la paix ensemble. Disponible sur www.qcea.org/wp-content/uploads/2019/08/Building-Peace-Together_FR_footnotes.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).

Campaign Against Arms Trade (2014). Arms to Renewables: Work for the Future. Disponible sur <https://caat.org.uk/resources/arms-to-renewables> (dernier accès: 7 mai 2021).

LES AUTEURS

Ainhoa Ruiz est chercheuse au *Centre Delàs d'Estudis per la Pau* depuis 2014, spécialisée dans la militarisation des frontières. Avant cela, elle a travaillé en Colombie avec des jeunes issus de groupes violents, a été militante en Palestine et s'est engagée dans des écoles au Pérou. Elle est co-auteur de « Building Walls. Policies of fear and securitization in the European Union » (Centre Delàs, TNI, Stop Wapenhandel) et a contribué à de nombreuses publications telles que le livre « Security policies for peace. Another security is possible and necessary » (Icaria et Centre Delàs pour les études sur la paix), et les rapports du Centre Delàs sur le commerce des armes et les conflits.

Ainhoa est titulaire d'un master en gestion des conflits armés et sociaux et est doctorante en paix, conflits et développement.

Bram Vranken est chercheur et militant de l'organisation belge pour la paix *Vredesactie*. Il est l'auteur du rapport « Securing Profits: How the arms lobby is hijacking Europe's defence policy », qui a été largement diffusé dans toute l'Europe. Il contribue régulièrement au débat public en écrivant des articles d'opinion pour les médias européens sur des sujets liés au commerce mondial des armes et aux politiques de défense de l'UE. Il est l'un des auteurs de « Military Spending and Global Security: Humanitarian and Environmental Perspectives » (Routledge Studies in Defence and Peace Economics).

Bram est membre du groupe de pilotage du « Programme UE » de l'ENAAT.

Francesco Vignarca a exercé des activités pendant plus de quinze ans dans le domaine de la paix et du désarmement et est actuellement coordinateur de campagnes pour la *Rete Italiana Pace e Disarmo* récemment créée (après avoir été coordinateur national de l'ancienne *Rete Italiana per il Disarmo* depuis 2004). Il est titulaire d'un master en astrophysique et en sociologie, axé sur le développement humain et social. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le commerce et la production d'armes, les dépenses militaires, les questions de paix et de non-violence, et la privatisation de la guerre.

Francesco est membre du groupe de pilotage du « Programme UE » de l'ENAAT.

Jordi Calvo est titulaire d'un doctorat en paix, conflits et développement et est chercheur en économie de la défense, culture de la paix et désarmement. Il est coordinateur du *Centre Delàs d'Estudis per la Pau* et conférencier sur les conflits armés, l'économie de la défense et la coopération. Parmi ses dernières publications figure l'ouvrage « Security policies for peace. Another security is possible and necessary » (Icaria et Centre Delàs d'études sur la paix) ainsi que « Military Spending and Global Security: Humanitarian and Environmental Perspectives » (Routledge Studies in Defence and Peace Economics).

Jordi est membre du groupe de pilotage du « Programme UE » de l'ENAAT.

Laëtitia Sédou est responsable du programme UE au sein du Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT). Depuis 2016 elle suit la mise en place du Fonds européen de la défense qui soutient la R&D militaire pour des armements nouveaux ou améliorés, et plaide contre le financement de l'industrie de l'armement par l'UE. Elle écrit régulièrement sur le Fonds défense et la militarisation de l'UE (articles d'opinion, documents d'orientation, publications de l'ENAAT). Elle est l'une des auteurs de « Military Spending and Global Security: Humanitarian and Environmental Perspectives » (Routledge Studies in Defence and Peace Economics).

Laëtitia est titulaire de masters en histoire, en politiques européennes et en droits humains.

Wendela de Vries est une chercheuse et une militante de longue date contre le commerce des armes et l'industrie militaire au sein de l'organisation pacifiste indépendante Stop Wapenhandel, dont elle est cofondatrice. Elle a également travaillé pour des groupes de femmes pour la paix et pour des organisations environnementales sur le changement climatique et l'énergie nucléaire. Wendela a étudié les sciences politiques à l'université d'Amsterdam.

Elle est membre du groupe de pilotage du « Programme UE » de l'ENAAT.

NOTES FINALES

- 1 Version consolidée du Traité sur l'Union européenne. Disponible sur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:12012M/TXT> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 2 Article 1b du protocole de la CSP: « b) avoir la capacité de fournir, au plus tard en 2010, soit à titre national, soit comme composante de groupes multinationaux de forces, des unités de combat ciblées pour les missions envisagées [...] ». Disponible sur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12008M%2FPRO%2F10> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 3 Andrew Bickford, 2015. « Anthropology of Militaries and Militarisation » dans International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences. Disponible sur www.sciencedirect.com/topics/social-sciences/militarization (dernier accès: 7 mai 2021).
- 4 Barry Buzan, Ole Wæver & Jaap de Wilde, 1998. « Security: A New Framework for Analysis », Lynne Rienner Publishers Inc, p. 24–25.
- 5 Alter-EU, 2018. « Corporate Capture in Europe: When big business dominates policy making and threatens our rights », p. 81. Disponible sur www.alter-eu.org/corporate-capture-in-europe-when-big-business-dominates-policy-making-and-threatens-our-right (dernier accès: 7 mai 2021).
- 102 / 6 Agence européenne de défense, 2021. « Our History ». Disponible sur <https://eda.europa.eu/our-history/our-history.html> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 7 Ibid.
- 8 Corporate Europe Observatory, 2011. « Lobbying Warfare: The Arms Industry's Role in Building a Military Europe », p. 14. Disponible sur <https://corporateeurope.org/en/2011/09/lobbying-warfare> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 9 AeroSpace and Defence Industries Association of Europe, 2016. « News from Brussels: Quarterly Newsletter », May 2016.
- 10 Maaike Goslinga & Dimitri Tokmetzis, 2017. « Als de wapenlobby het vraagt, komt de Eurocommissaris opdraven », dans De Correspondent, 22 février 2017. Disponible sur <https://decorrespondent.nl/6245/als-de-wapenlobby-het-vraagt-komt-de-eurocommissaris-opdraven/1381856392290-e433c3ad> (dernier accès: 7 mai 2021).

- 11 EU Institute for Security Studies, 2016. « Report of the Group of Personalities on the Preparatory action for CSDP-related research », p. 34. Disponible sur www.iss.europa.eu/content/report-group-personalities-preparatory-action-csdp-related-research (dernier accès: 7 mai 2021).
- 12 Bram Vranken, 2017. « Securing Profits: How the arms lobby is hijacking Europe's defence policy », publié par Vredesactie, p. 13. Disponible sur www.vredesactie.be/sites/default/files/pdf/Securing_profits_web.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 13 Alexandra Brzozowski, 2019. « EU lawmakers rubber-stamp European Defence Fund, give up parliamentary veto », dans Euractiv, 18 avril 2019. Disponible sur www.euractiv.com/section/global-europe/news/eu-lawmakers-rubber-stamp-european-defence-fund-give-up-parliamentary-veto-2/ (dernier accès: 7 mai 2021).
- 14 Commission européenne, Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace, 2021. Disponible sur https://ec.europa.eu/info/departments/defence-industry-and-space_fr (dernier accès: 7 mai 2021).
- 15 Harry Cooper & Quentin Ariès, 2017. « Defense lobbyists under scrutiny », dans Politico, 22 décembre 2017. Disponible sur www.politico.eu/newsletter/politico-eu-influence/politico-brussels-influence-presented-by-plastics-recyclers-europe-conscientious-objectors-open-up-mr-tusk-agency-report-card (dernier accès: 7 mai 2021).
- 16 Bram Vranken, 2017.
- 17 Le Médiateur européen a ouvert une affaire sur des soupçons de violation du règlement du personnel de l'AED. Disponible sur www.ombudsman.europa.eu/en/correspondence/en/138504 (dernier accès: 7 mai 2021).
- 18 Service européen pour l'action extérieure, 2016. « Vision partagée, action commune: Une Europe plus forte – Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne », p. 7. Disponible sur http://eeas.europa.eu/state-ments-eeas/2016/160628_02_fr.htm (dernier accès: 7 mai 2021).
- 19 Ibid, p. 10–11.
- 20 Service européen pour l'action extérieure, 2020. « Towards a climate-proof security and defence policy: a Roadmap for EU action ». Disponible sur https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/90320/towards-climate-proof-security-and-defence-policy-roadmap-eu-action_en (dernier accès: 7 mai 2021).

- 21 Service européen pour l'action extérieure, 2021. Fiche d'information « Towards a Strategic Compass », p. 1. Disponible sur https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/89047/towards-strategic-compass_en (dernier accès: 7 mai 2021).
- 22 Daniel Fiott, 2021. Disponible sur <https://twitter.com/DanielFiott/status/1387286088604135425>, publié le 28 avril 2021 (dernier accès: 7 mai 2021).
- 23 Sarah Lawton, 2020. « German defence minister: EU security without US is an 'illusion' », publié dans Euractiv, 18 novembre 2020. Disponible sur www.euractiv.com/section/politics/short_news/german-defence-minister-eu-security-without-us-is-illusion (dernier accès: 7 mai 2021).
- 24 Euractiv avec Reuters, 2020. « Macron: Europe needs its own sovereignty in defence, even with new US government », publié dans Euractiv, 16 novembre 2020. Disponible sur www.euractiv.com/section/global-europe/news/macron-europe-needs-its-own-sovereignty-in-defence-even-with-new-us-government (dernier accès: 7 mai 2021).
- 25 Steven Pifer, 2021. « How to solve the Nord Stream 2 dilemma », publié dans Euractiv, 4 mars 2021. Disponible sur www.euractiv.com/section/global-europe/opinion/how-to-solve-the-nord-stream-2-dilemma (dernier accès: 7 mai 2021).
- 26 Service européen pour l'action extérieure, 2016, p. 19.
- 27 Thierry Breton, 2019. Discours de clôture à la 12e Conférence annuelle sur l'espace, Bruxelles, 22 janvier 2019. Disponible sur https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/breton/announcements/12th-annual-space-conference-closing-speech_en (dernier accès: 7 mai 2021).
- 28 Pour plus d'informations, voir ENAAT 2019 et 2020 fiches techniques sur le Fonds de la défense. Disponible sur <http://enaat.org/eu-defence-fund> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 29 Commission européenne, 2021. Site web de la DG DEFIS. Disponible sur https://ec.europa.eu/info/departments/defence-industry-and-space_fr (dernier accès: 7 mai 2021).
- 30 Site officiel du MALE RPAS. Disponible sur www.occar.int/programmes/male-rpas (dernier accès: 7 mai 2021).

- 31 À ce jour, la ventilation détaillée du budget par projet n'est disponible que pour ces 11 projets. Voir fiche technique d'ENAAT 2020 telle que mise à jour en avril 2021, « À qui profitent les subsides européens pour la R&D militaire? ». Disponible sur http://enaat.org/wp-content/uploads/2021/04/Flyer_WhoProfitsEDF_210416FR.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 32 Agence européenne de défense, 2020. « CARD Report Executive summary », p. 2. Disponible sur <https://eda.europa.eu/docs/default-source/reports/card-2020-executive-summary-report.pdf> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 33 Service européen pour l'action extérieure, 2020. Fiche d'information de la CSP « Deepening Defence Cooperation among EU Member States », p. 1. Disponible sur https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/pesco_factsheet_2020-11-9-version-20-nov.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 34 La liste des projets est disponible sur <https://pesco.europa.eu> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 35 Commission européenne, 2016. Communication de la Commission, « European Defence Action Plan » COM(2016) 0950 final, p. 5. Disponible sur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN-FR/TXT/?from=CS&uri=CELEX%3A52016DC0950> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 36 Violeta Bulc, 2018. Discours lors du Conseil de l'Atlantique Nord. Disponible sur https://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-18-4126_en.htm (dernier accès: 7 mai 2021).
- 37 Commission européenne, 2021. Site web de la DG DEFIS. Disponible sur https://ec.europa.eu/defence-industry-space/eu-defence-industry/skills-defence-sector_en (dernier accès: 7 mai 2021).
- 38 Thierry Breton, 2019.
- 39 AeroSpace and Defence Industries Association of Europe, 2016. « Considerations on 'Capacity Building in Support of Security and Development (CBSD) in Third Countries' ». Disponible sur www.asd-europe.org/considerations-on-capacity-building-in-support-of-security-and-development-cbsd-in-third-countries (dernier accès: 7 mai 2021).
- 40 Commission européenne, 2021. « Plan d'action sur les synergies entre les industries civile, spatiale et de la défense », COM(2021) 70 final. Disponible sur https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/com-2021-70_en_act_part1_v8_en.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).

- 41 Service européen pour l'action extérieure, 2020. Fiche d'information « European Peace facility, An EU off-budget fund to build peace and strengthen international security », p. 1. Disponible sur https://eeas.europa.eu/sites/default/files/2020_12_15_mff_dpeacefacility.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 42 Ylva Johansson, 2020. Réponse donnée à une question écrite du PE. Disponible sur www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-005132-ASW_EN.html (dernier accès: 7 mai 2021).
- 43 Service européen pour l'action extérieure, page web sur EUBAM Libye. Disponible sur https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eubam-libya/89602/eubam-libya-european-union-border-assistance-mission-libya-civilian-mission_en (dernier accès: 7 mai 2021).
- 44 Ibid.
- 45 Corporate Europe Observatory, 2021. Résumé du rapport « Lobbying Fortress Europe ». Disponible sur <https://corporateeurope.org/en/lobbying-fortress-europe> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 46 Ibid.
- 47 Agence européenne de défense, 2015. Fiche d'information « The Economic Case for Investing in Europe's Defence Industry ». Disponible sur https://eda.europa.eu/docs/default-source/eda-factsheets/2015-01-20-factsheet_economic-case_high (dernier accès: 7 mai 2021).
- 48 AeroSpace and Defence Industries Association of Europe, 2020. « Facts & Figures », p. 3. Disponible sur https://asd-europe.org/sites/default/files/atoms/files/ASD_FactsFigures_2020.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 49 Ibid.
- 50 Navigateur de données Eurostat, 2021. « Salariés par sexe, âge et activité économique (à partir de 2008, NACE Rév.2) ». Disponible sur https://ec.europa.eu/eurostat/data-browser/view/lfsa_eegan2/default/table?lang=fr (dernier accès: 7 mai 2021).
- 51 Ursula von der Leyen, 2019. « Mission letter to Thierry Breton, Commissioner for Internal market ». Disponible sur https://ec.europa.eu/commission/commissioners/sites/comm-cwt2019/files/commissioner_mission_letters/president-elect_von_der_leyens_mission_letter_to_thierry_breton.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).

- 52 Florin Zubaşcu, 2019. « How the EU could embrace the 'noble task' of defence R&D », dans ScienceBusiness. Disponible sur <https://sciencebusiness.net/news/how-eu-could-embrace-noble-task-defence-rd> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 53 Eric Jan de Bakker & Robert Beeres, 2016. « Militaire productie en Neerlands welvaren », dans Militaire Spectator, décembre 2016. Disponible sur www.militairespectator.nl/sites/default/files/teksten/bestanden/Militaire%20Spectator%2012-016%20De%20Bakker%20en%20Beeres.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 54 Campaign Against Arms Trade, 2014. « Arms to renewables. Work for the future ». Disponible sur <https://caat.org.uk/wp-content/uploads/2020/03/arms-to-renewables-background-briefing.pdf> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 55 J. Paul Dunne & Derek Braddon, 2008. « Economic impact of military R&D » Dunne & Braddon, publié par le Flemish Peace Institute. Disponible sur www.coursehero.com/file/83829936/Duanne-and-Brandonpdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 56 Heidi Garrett-Peltier, 2017. « Job Opportunity Cost of War », Brown University, Costs of War. Disponible sur <https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2017/Job%20Opportunity%20Cost%20of%20War%20-%20HGP%20-%20FINAL.pdf> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 57 Agence européenne de défense, 2021. Communiqué de presse « European defence spending hit new high in 2019 », 28 janvier 2021. Disponible sur <https://eda.europa.eu/news-and-events/news/2021/01/28/european-defence-spending-hit-new-high-in-2019> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 58 Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, 2021. « World military spending rises to almost \$2 trillion in 2020 ». Disponible sur <https://sipri.org/media/press-release/2021/world-military-spending-rises-almost-2-trillion-2020> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 59 Commission européenne, 2017. « Le Fonds européen de la défense: Questions et réponses ». Disponible sur https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/memo_17_1476 (dernier accès: 7 mai 2021).
- 60 Stop Wapenhandel blog, 2019. « Fighter jet programs in Europe ». Disponible sur <https://stopwapenhandel.org/node/2237> (dernier accès: 7 mai 2021).

- 61 Beatriz de León Cobo & al., 2021. « Spanish-French cooperation in the European Union's defence industry », dans Atalayar, 10 janvier 2021. Disponible sur <https://atalayar.com/en/content/spanish-french-cooperation-european-unions-defence-industry> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 62 Reuters, 2020. « Other nations interested in UK's Tempest fighter jet project – Leonardo CEO ». Disponible sur www.reuters.com/article/britain-defence-idUSL5N2ET2G5 (dernier accès: 7 mai 2021).
- 63 Éric Trappier, 2018. « Unmanned systems are a key capability in today's operational environment », dans EDM Magazine. Disponible sur <https://eda.europa.eu/webzine/issue16/cover-story/unmanned-systems-are-a-key-capability-in-today-s-operational-environment> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 64 Dominic Vogel, 2021. « Future Combat Air System: Too Big to Fail », German institute for International and Security Affairs. Institut allemand des Affaires internationales et de la Sécurité. Disponible sur www.swp-berlin.org/10.18449/2021C02 (dernier accès: 7 mai 2021).
- 65 Nicolas Gros-Verheyde, 2021. « Répartition de la charge industrielle, de la propriété intellectuelle, le SCAF est en situation difficile (Éric Trappier) », dans Bruxelles2pro, 8 mars 2021. Disponible sur <https://club.bruxelles2.eu/2021/03/repartition-de-la-charge-industrielle-de-la-propriete-intellectuelle-le-scaf-est-en-situation-difficile-eric-trappier> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 66 Institut pour l'Economie et la Paix, 2021. « Economic value of peace 2021 », Sydney. Disponible sur www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2021/01/EVP-2021-web-1.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 67 Voir la Global Campaign On Military Spending, en particulier la série de données « Healthcare Not Warfare » produites en 2020. Disponible sur https://demilitarize.org/resources_categories/infographics_materials (dernier accès: 7 mai 2021).

- 68 Pour une analyse détaillée, veuillez vous référer à Heidi Garrett-Peltier, 2014; Heidi Garrett-Peltier, 2019, « War Spending and Lost Opportunities ». Disponible sur <https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2019/March%202019%20Job%20Opportunity%20Cost%20of%20War.pdf> (dernier accès: 7 mai 2021); et Bonaiuti, Beretta, Mancuso & Vignarca, 2011. "Le armi: un investimento negativo", Fondazione Umberto Veronesi. Disponible sur http://scienceforpeace.it/uploads/allegato/8_le_armi_un_investimento_negativo-1328197693_63-listitem-.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 69 Raul Caruso, 2015. « Beyond deterrence and decline towards a general understanding of peace economics » – Rivista Internazionale di Scienze Sociali – Année 123, N° 1, janvier–mars 2015.
- 70 Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, 2020. « Trends in world military expenditure, 2019 ». Disponible sur https://www.sipri.org/sites/default/files/2020-04/fs_2020_04_milex_0.pdf (dernier accès: 7 mai 2021).
- 71 Campaign Against Arms Trade « EU Export Data Browser », basée sur les chiffres officiels de l'UE. Disponible sur <https://caat.org.uk/data/exports-eu> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 72 Position commune du Conseil 2008/944/PESC du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologies et d'équipements militaires. Disponible sur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32008E0944> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 73 Réseau européen contre le commerce des armes, 2019. « All you want to know about the EU Defence Fund, and why this is not good for peace nor for jobs and growth ». Disponible sur <http://enaat.org/eu-defence-fund> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 74 Centre Delàs, 2021. Carte interactive « European weapons and Refugees ». Disponible sur <http://centredelas.org/mapa-interactiu-armes-europees-i-refugiats/?lang=en> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 75 Jordi Calvo, Ainhoa Ruiz & Edgard Vega, 2017. « European arms that foster armed conflicts. Conflicts that cause refugees to flee. An analysis of arms exports from the European Union to countries with refugees or internally displaced persons 2003–14 » – Rapport 32 du Centre Delàs. Disponible sur <http://centredelas.org/publicacions/informe-32-armas-europeas-que-alimentan-conflictos-conflictos-de-los-que-huyen-los-refugiados-analisis-de-las-exportaciones-de-armas-desde-la-union-europea-a-paises-en-conflicto-o-tension-con-refug/?lang=en> (dernier accès: 7 mai 2021).

- 76 Conseil de l'UE, 2020. « Le Conseil parvient à un accord politique sur la facilité européenne pour la paix », Communiqué de presse, 18 décembre 2020. Disponible sur <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/12/18/council-reaches-a-political-agreement-on-the-european-peace-facility/> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 77 Lettre de 62 ONG au Parlement européen, 2019. « The EU peace project is under threat ». Disponible sur <http://enaat.org/2019/09/02/civil-society-letter-to-new-euro-parliamentarians-the-eu-peace-project-is-under-threat> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 78 Saferworld, 2021. « Weapons for peace? What to expect in 2021 from the EU's new peace facility ». Disponible sur www.saferworld.org.uk/resources/news-and-analysis/post/936--weapons-for-peace-what-to-expect-in-2021-from-the-euas-new-apeace-facility (dernier accès: 7 mai 2021).
- 79 Réseau européen contre le commerce des armes, 2019.
- 80 Therese Pettersson & Magnus Öberg, 2020. « Organized violence 1989–2019 », Journal of Peace Research 57(4): « In 2019, UCDP recorded 54 active state-based conflicts – the highest number in the post-1946 period – matching the previous peak year of 2016. »
- 81 Ibid, carte des conflits en cours basés sur les Etats en 2019.
- 82 Adrià Rocha, 2020. « La cifra de muertos de la guerra siria llega a los 380.000 », dans Elperiodico. com, 4 janvier 2020. Disponible sur www.elperiodico.com/es/internacional/20200104/la-ci-fra-de-muertos-de-la-guerra-siria-llega-a-los-380000-7794790 (dernier accès: 7 mai 2021).
- 83 Nations unies, 2020. « UN humanitarian office puts Yemen war dead at 233,000, mostly from 'indirect causes' », UN News. Disponible sur <https://news.un.org/en/story/2020/12/1078972> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 84 Agence des NU pour les réfugiés, 2021. « Global Trends Forced Displacement 2019 ». Disponible sur www.unhcr.org/globaltrends2019 (dernier accès: 7 mai 2021).

- 85 Jordi Calvo, Josep Maria Royo, Karlos Castilla & al., 2020. « Arms trade, conflicts and human rights. Analysis of European arms exports to countries in armed conflict and human rights violations », un rapport du Centre Delàs d'Estudis per la Pau, l'Escola de Cultura de Pau et l'Institut de Drets Humans de Catalunya. Disponible sur <http://centredelas.org/publicacions/informe-del-centro-delas-la-ecp-y-el-idhc-comercio-de-armas-conflictos-y-derechos-humanos-analisis-de-las-exportaciones-de-armas-europeas-a-paises-en-situacion-de-conflicto-armado-y-vulneraciones/?lang=en> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 86 Service européen pour l'action extérieure, 2016.
- 87 Service européen pour l'action extérieure, 2018. Fiche d'information « A Europe that Protects: Countering Hybrid Threats », disponible sur https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/46393/factsheet-hybrid-threats_en (dernier accès: 7 mai 2021).
- 88 Université Brown, 2019. Employment Impact. Costs of War webpage, Watson Institute International & Public Affairs, disponible sur <https://watson.brown.edu/costsofwar/costs/economic/economy/employment> (dernier accès: 7 mai 2021).
- 89 Position commune du Conseil 2008/944/PESC.
- 90 Jean-Claude Juncker, 2016, « Discours de l'état de l'Union », disponible sur <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/4d4b1704-0f57-11eb-bc07-01aa75ed71a1> (dernier accès: 7 mai 2021).

Rosa-Luxemburg-Stiftung, Bureau de Bruxelles
Rue Saint-Ghislain 62, 1000 Bruxelles, Belgique
www.rosalux.eu

Chef de bureau, responsable légal de la publication
Anna Schröder

Première publication: Bruxelles, juillet 2021
Publication de la traduction française: Bruxelles, avril 2022

Gestionnaire de projet
Axel Ruppert

Auteurs
Ainhoa Ruiz, Bram Vranken
Francesco Vignarca, Jordi Calvo
Laëtitia Sédou, Wendela de Vries

Traduction
Linguanet, Bruxelles

Illustrations
© **Frédéric Thiry**

Design et production, graphiques et carte
HDMH srl

Imprimé en Belgique

Cette publication a été financée avec des fonds du
Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement.

Il y a seulement quelques années, les avertissements concernant un complexe militaro-industriel européen semblaient farfelues; c'est aujourd'hui une réalité dont l'UE est de plus en plus fière.

Il est inquiétant de constater que l'UE et ses États membres ont pris ces dernières années des mesures importantes pour détourner l'attention et les ressources des priorités civiles vers les priorités militaires. Le développement de capacités militaires conjointes a été encouragé et des engagements ont été pris pour augmenter les dépenses militaires, sur la base de l'idée que le projet européen est menacé et qu'une « Europe plus forte » est nécessaire sur la scène mondiale.

Les appels pour que l'UE fasse usage de son poids militaire au niveau mondial sont de plus en plus forts. Cependant, le basculement du discours, des structures et des financements pour donner la priorité à la militarisation ne garantira pas la paix et ne s'attaquera pas aux causes structurelles des conflits qui ont été, et continueront d'être alimentés notamment par l'économie d'exploitation d'une UE néolibérale.

Cette brochure offre une introduction complète aux discours, aux structures et aux acteurs qui sont au cœur de la militarisation de l'UE. Elle déconstruit les mythes courants sur les supposés avantages économiques et politiques d'une coopération militaire plus étroite, explique pourquoi ce changement de paradigme menace la paix et la sécurité humaine dans le monde entier, et présente des concepts de politique de paix et des approches pour agir.